

CASSE-RÔLES



N°14 NOVEMBRE 2020-FÉVRIER 2021



JOURNAL FÉMINISTE ET LIBERTAIRE À PRIX LIBRE

É D I T O

Ami·es dessous la cendre, le feu va tout brûler... .

La nuit pourrait descendre dessus nos amitiés

Chanson de SERGE UTGÉ-ROYO, album *Les Cités du soleil*

Périodes éprouvantes : faire front au coronavirus, le confinement chez soi, puis le déconfinement partiel et aujourd'hui retour du confinement... Liberté, liberté chérie!

Quelle opportunité pour la classe politique : le contrôle total des individus avance à grands pas. À plusieurs reprises, le gouvernement français a modifié la législation sur le terrorisme, le Renseignement, la Sécurité publique, voulant imposer tant les LBD que le SNU, la loi Travail comme la loi Retraite ou la réforme du chômage, mais aussi une politique environnementale à géométrie variable aberrante. Il a ainsi fait entrer dans le droit commun des dispositions relevant de l'état d'urgence. Avec la dictature sanitaire actuelle, la catastrophe économique et sociale est délibérément orchestrée. N'oublions pas non plus les conséquences d'ordre cataclysmique sur le plan psychique avec l'augmentation des agressions, des dépressions et des suicides.

Mais aussi, on tue ici ou là (Georges Floyd en est l'un des symboles), on emprisonne, on viole, on torture, on contraint, on fait peur pour que chacun et chacune reste à sa place de dominé·e pendant que les puissants s'enrichissent et gagnent encore plus de pouvoir, continuant à mépriser et écraser le bas peuple et les va-nu-pieds. Et, en France, on installe Darmanin au ministère de l'Intérieur!

Des licenciements en masse sont programmés : un million selon certains ; des restrictions liberticides et des répressions en veux-tu en voilà dès que les travailleurs et travailleuses revendiquent et se mobilisent.

« Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger.

Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez! »

HANNAH ARENDT, philosophe et spécialiste des États totalitaires.

Dans ce numéro de *Casse-rôles*, nous rendons compte des luttes dans le monde du travail : les employé·es mobilisé·es dans les hôtels de haut prestige, les emprisonné·es parce qu'ils et elles sont ouïghours ou opposant·es turcs... Partout femmes et des hommes exigent liberté et justice, et expriment leur solidarité. Oui, luttons! Ne nous laissons pas berner... ni par les discours politiques ni par les dirigeants syndicaux qui, malheureusement, sont devenus des « partenaires sociaux ».

« Soyez résolu·s à ne plus servir, et vous voilà libres.

Je ne vous demande pas de le pousser, de l'ébranler, mais seulement de ne plus le soutenir, et vous le verrez, tel un grand colosse dont on a brisé la base, fondre sous son poids et se rompre. »

ÉTIENNE DE LA BOÉTIE,

Discours de la servitude volontaire, 1576.

Ont participé à ce numéro

Alain, Anna, André, Anne-Marie, Annie, Didier, Dominique, Hélène, Jean-Marc, Justhom, JuAn, Michèle, Natacha, Philippe, Pierre, Solange

En couverture : Cap Vert.

Photo : Pierre Sommermeyer, février 2020

Un grand merci à...

- Philippe Camus, maquettiste, (ductus@me.com)
- Jean-Marc Bonnard pour la correction

Abonnements et contacts

☎ p. 7

Imprimerie

Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

CASSE-RÔLES

AVIS AUX CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS !

Ami·es lectrices et lecteurs, vous souhaitez nous adresser une contribution pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 15, sortie 1^{er} février 2021) : les articles devront nous parvenir pour le 20 décembre, dernier délai !

« Non-violents donc féministes! »

C'est le titre du numéro 194, de mars 2020, de la revue *Alternatives non-violentes*, avec, en couverture une peinture murale d'Isabelle Breitman, dite Zabou, qui représente Frida Kahlo; ce numéro est presque entièrement écrit par des femmes qui « donnent leur éclairage sur les luttes féministes d'hier et d'aujourd'hui », notant que les droits des femmes reculent à travers le monde, en particulier le droit d'avorter; ce qui permet de rappeler le *Manifeste des 343 salopes*¹, paru dans *Le Nouvel Observateur* en avril 1971.

Or les luttes non-violentes – à la recherche de la cohérence entre la fin et les moyens – ne sont jamais exclusives, car l'« un des principes clés de l'action directe non-violente est de permettre à chacun et chacune d'y participer d'une manière adaptée à ses attentes, ses capacités et son envie » et, en travaillant « sur tous les plans en même temps », il s'agit d'élaborer une « culture de l'égalité hommes-femmes ».

Ainsi est rappelé le propos d'Emma Goldman: « Si je ne peux pas danser, je ne veux pas être dans votre révolution », l'autrice de cette citation négligeant seulement de mentionner qu'il s'agissait là d'une déclaration exprimée par une militante anarchiste.

Cohérente dans son anarchisme fut également l'exigence d'Emma Goldman, qui prit ses distances avec la violence; pareillement, c'est ce souci de cohérence qui conduit au féminisme les femmes non-violentes de cette revue, cohérence qui oblige à mettre en adéquation les idées et leur mise en pratique.

Mais on sait que les historien·nes, à quelques exceptions célèbres près, rendent les femmes invisibles. Il en est quasiment de même pour l'anarchisme, sauf dans ses aspects les plus violents sur lesquels par contre on braque l'éclairage. Le féminisme participait et participe encore de la même opacité; et c'est le cas d'Hubertine Auclert (1848-1914), rappelle la revue, qui mit en pratique la non-coopération et la grève de l'impôt pour obtenir le droit de vote, brisant une urne et assumant son acte de désobéissance civile devant la presse et les autorités.



« Ne me libère pas, je m'en charge » est un court texte qui dénonce « une forme pernicieuse de domination-dépendance » exercée sur la catégorie dominée (minorités sexuelles, confessionnelles, ethniques, sociales, etc.) par ceux qui détiennent le pouvoir; en général les hommes blancs.

« Reconnaissons-nous, les femmes, parlons-nous, regardons-nous », c'est, à propos de la « mixité choisie », un thème qui a pour conclusion :

« Parler avec d'autres femmes et refuser de faire valider cet acte simple par un homme, c'est déjà une émancipation, c'est déjà refuser de jouer le jeu du patriarcat. »

La nécessité d'une lutte commune contre la domination et l'exploitation, accompagnée obligatoirement d'une lutte féministe spécifique, s'affirme dans un texte consacré à l'« intersectionnalité », car dans tous les combats contre l'exploitation économique, le colonialisme, le racisme, etc., la femme est régulièrement assignée à un rôle secondaire, de la plus grande discrétion, comme cuisinière, infirmière, agent de liaison, etc.

De son côté, le mouvement Alternatiba développe dans ses réunions une pratique de même temps de parole entre femmes et hommes de façon que ce ne soient pas les grandes gueules masculines qui monopolisent le crachoir*.

Devant la violence structurelle, « fondatrice de notre système, si ordinaire que géné-

ralement elle n'apparaît même pas comme de la violence », l'accent est mis sur la créativité pratique de l'action non-violente. Pour illustrer le propos, il est fait référence à l'Américaine Miriam Simos, dite Starhawk, qui raconte dans ses livres le combat enthousiaste des « sorcières » lors du blocage de l'Organisation mondiale du commerce, à Seattle en 1999.

On ne manquera pas d'aller chercher des exemples plus près de nous.



Par ailleurs, puisque Emma Goldman est citée dans cette revue, nous invitons à lire *Vivre ma vie. Une anarchiste au temps des révolutions* (L'Échappée éditeur, 2018, 1096 pages), son autobiographie dans la traduction intégrale de *Living my life*. Si nulle part dans ce livre on ne trouve le mot « non-violent », la recherche de cohérence que montra Emma Goldman lui fera exprimer à plusieurs reprises une critique très claire de plusieurs cas de violence anarchiste.

André Bernard

1. Le « Manifeste des 343 » est le titre original modifié par la presse en « Manifeste des 343 salopes » en référence à un dessin à la une de *Charlie Hebdo* dans lequel Michel Debré, opposé à l'avortement et à la contraception, demande « Qui a engrossé les 343 salopes du Manifeste sur l'avortement ? » « C'était pour la France ! » – Voir aussi *Casse-rôles*, n°10, « La guerre » (p. 14-15), et n°9, « Le viol comme arme de guerre » (p. 10-11).

* Dans l'optique de lutter contre la domination de la parole – surtout masculine –, la CNT 87 (Haute-Vienne) a mis en pratique un système intéressant; lors des réunions, il est noté qui prend la parole et pendant combien de temps. Ce qui met en évidence le fait que ce sont bien sûr les hommes qui parlent, et aussi que parmi eux, ce sont un, deux ou trois qui sont dominants... On peut constater que cette manière de procéder a permis de faire avancer l'égalité de parole. Le tour de table, plus classique, est tout aussi nécessaire: chacun·e son tour donne son avis, les timides aussi...

Solange

RÉPRESSION DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Alors que les travailleurs et les travailleuses ont assumé pendant plus de deux mois les contraintes qui leur étaient imposées (chômage partiel, télétravail, travail au domicile, congés forcés, etc.), le déconfinement a mis en lumière non seulement des milliers de licenciements économiques, mais aussi de scandaleuses actions de répression à l'encontre de celles et ceux qui entendent faire leur travail avec éthique et solidarité. La répression qui s'est abattue sur les Gilets Jaunes, puis sur les manifestant·es contre la réforme du travail – vraie chasse aux sorcières – s'étend maintenant même à celles et ceux qui voulaient prendre soin de la santé et de la sécurité des salarié·es pendant le confinement dû à la Covid-19.

Après la matraque, la répression !

À la RATP, depuis la grève de décembre 2019 et janvier 2020 contre la casse du système de retraite par répartition, déjà cinq grévistes CGT, ont fait l'objet de procédures disciplinaires, pour des seuls faits de grève, ayant toutes abouti à des sanctions lourdes. Ces militants n'ont échappé à la révocation que grâce à la pression du rapport de force.

Après le confinement, la répression !

En Île-de-France, Ahmed Berrahal, élu CGT, chauffeur de bus RATP du dépôt de Pantin, a écopé, en juin, de deux mois de mise à pied pour les blocages de dépôts durant la grève de cet hiver. « Ça fait longtemps qu'ils veulent ma tête, presque tous les ans ils lancent des procédures disciplinaires à mon encontre, même si j'ai toujours gagné aux Prud'hommes... Ils continuent à s'acharner. Et puis ils cherchent à faire des exemples pour intimider l'ensemble des agents de la RATP. Ils se disent que s'ils arrivent à nous mettre un genou à terre, plus personne n'osera l'ouvrir. Mais c'est hors de question qu'on se laisse faire ! »

À Vitry-sur-Seine, Alexandre El Gamal, conducteur, syndicaliste CGT, secrétaire du Comité social et économique du réseau bus RATP pour le sud de la région parisienne (4000 agent·es), a été convoqué le 22 juillet pour un entretien disciplinaire, et ce pour les mêmes motifs. « On ne baissera pas les bras ! » Mais, la RATP instruit sa révocation pure et simple.

Durant l'été, à Mantes-la-Jolie, Éric Bezou, militant SUD Rail, a été licencié le 21 juillet, pour s'être mis à genoux en mars 2019 devant sa direction et protester contre son énième refus d'avancement. « Aujourd'hui, l'ensemble du système capitaliste demande aux gens d'être sage, c'est-à-dire d'être soumis. Je m'élève bien sûr contre ça car il faut être lucide : le système capitaliste ne fait pas le bonheur de la planète. » L'inspection du travail avait refusé la radiation en septembre 2019 mais un recours hors délai a relancé la procédure disciplinaire. « Je vais essayer de retrouver un travail mais surtout je vais aller en justice pour contester toute cette procédure absurde. Mon meilleur ami, Édouard Postal, s'est suicidé le 10 mars 2017 en gare Saint-Lazare. Nous attendons toujours les résultats de l'enquête ouverte par la brigade de répression contre les personnes pour connaître les causes de ce suicide. Trois ans après, nous n'avons toujours pas de résultats mais moi je suis licencié. »

C'est Yann Gaudin, conseiller à Pôle Emploi, qui a été licencié le 3 juillet. Considéré comme « forte tête » pour avoir informé, en 2014, des milliers d'intermittents du spectacle d'une aide à laquelle ils avaient droit, mais que Pôle Emploi ne proposait pas de manière explicite. Cela avait permis à de nombreux allocataires de récupérer leurs droits.

Le 3 septembre, Vincent Fournier, militant CGT à La Poste, est convoqué pour un entretien disciplinaire : pendant la crise sanitaire, la police l'a expulsé du bureau de poste des Yvelines car il informait ses collègues sur le droit de retrait. En mars, il disait : « J'ai par ailleurs été violemment agressé par un autre directeur d'établissement pendant une prise de parole il y a deux jours qui a affirmé aux agents que "j'avais le virus" et que "j'étais le virus". »

À l'Éducation nationale, des menaces de procédures pleuvent dans de nombreuses académies, qui se concrétisent parfois en vrais engagements à « discipliner » les récalcitrants contre la réforme de la retraite à points et contre les réformes Blanquer, le ministre de tutelle. Dans l'académie de Poitiers, le rectorat convoque, début mars, trois enseignants, syndiqués à SUD Éducation pour le blocage des épreuves E3C, ces nouvelles épreuves de contrôle continu comptant pour le baccalauréat, blocage du 3 février mené avec 200 personnes. Quatre mois de suspension à la clé, plus quatre autres mois décidés par le rectorat au tournant de l'été !



Haro sur les mesures sanitaires !

Quant à Anthony Smith, inspecteur du travail, militant CGT, exerçant dans le département de la Marne, il a été muté d'office le 14 août sur décision du ministère du Travail. Il avait osé interdire une procédure contre une entreprise d'aide à domicile ne fournissant pas de protections sanitaires lors de l'épidémie de Covid-19, comme bon nombre de ce genre d'entreprises ou d'Ehpad au plus fort de la crise sanitaire. Interpellé par sa hiérarchie, suspendu durant 136 jours, il est convoqué à un conseil de discipline le 21 juillet. Muté de force, à quelques jours de l'obligation du port du masque dans toutes les entreprises ! « *Derrière cette attaque contre Anthony, c'est une nouvelle fois, et encore plus brutalement, l'indépendance de l'inspection du travail qui est visée* », assurent les syndicats CGT, FO, FSU, SUD et CNT. N'aurait-il pas trop bien fait son travail ?

Dans un Ehpad de Toulouse, appartenant à un des grands groupes du secteur, le groupe Domusvi, deux infirmiers ont été mis à pied pendant le confinement, comme si, en la circonstance, il y avait pléthore d'infirmiers. Ils avaient réclamé avec insistance et répétition des masques pour travailler auprès des personnes

âgées suspectées d'être contaminées. La direction les avait fait évacuer par la police.

Au Centre hospitalier du Rouvray, à Sotteville-lès-Rouen, une note interne de la direction met le feu aux poudres. Datée de mars 2020, elle précise que les masques des soignants doivent être réutilisés après séchage, que le port du masque est inutile pour les patients en psychiatrie, même potentiellement atteints de la Covid-19. Note qui a fuité sur les réseaux sociaux. La direction part à la chasse et convoque neuf agents : deux conseils de discipline ont pour motif « non-respect des obligations de réserve », eh oui, nous sommes dans le secteur public ! Des exclusions temporaires de 10 et 15 jours sont tombées, et ce sans traitement.

À chaque fois, les travailleurs et travailleuses se rassemblent et manifestent, largement soutenus par les syndicats, des mouvements politiques, la population. Les militant·es réprimé·es ne baissent pas les bras devant cette chasse aux syndicalistes et aux grévistes, face à cette répression de plus en plus dure qui gangrène tous les secteurs. Préparons-nous à la solidarité car le patronat tout azimut est coriace.

Hélène Hernandez

« ACCOR ET STN ONT DES DRAPS BLANCS ... MAIS LES MAINS SALES »

Au 14^e mois de lutte, les travailleuses et les travailleurs de la sous-traitance STN de l'Ibis Clichy-Batignolles, en lutte contre leur surexploitation, sont toujours mobilisés. Parce qu'être payé à la chambre et ne pas être payé de toutes ses heures de travail est illégal, ça s'appelle du travail dissimulé. Parce que travailler dans un même hôtel et ne pas bénéficier d'un statut social équivalent à celles et ceux employé·es directement par l'Ibis Batignolles est scandaleux. Parce qu'elles et ils ont droit au respect de leur dignité, d'origine immigrée ou pas. Parce que le groupe Accor, qui possède la marque Ibis, Novotel, Mercure, Sofitel, Pullman, etc., est le 6^e groupe hôtelier au monde et a parfaitement les moyens d'embaucher directement les salarié·es de la sous-traitance.

Après le groupe Accor, qui a annoncé la suppression de 1 000 postes, puis la direction de l'UES Constellation qui veut en supprimer 247 dans ses 3 hôtels (191 au Hyatt Regency Paris-Étoile, 27 et 29 au Martinez et au Hyatt Louvre), c'est aujourd'hui le W Opéra, un hôtel parisien 5 étoiles géré par le groupe Marriott, qui annonce sa fermeture et une cessation d'activité !



Des centaines de salarié·es, dont une trentaine en sous-traitance (femmes de chambre, équipiers et gouvernantes) vont être sacrifié·es par le géant de l'hôtellerie de luxe. Elles et ils feront grossir les rangs des personnes à la recherche d'emploi et des précaires !

Ces grands groupes hôteliers imposent des mesures drastiques dont des suppressions d'emplois et la restructuration des services, alors même qu'ils bénéficient de mesures de soutien du gouvernement, avec notamment la prise en charge à 100 % de l'indemnité d'activité partielle pour les heures non travaillées jusqu'au 31 décembre 2020 ! Le secteur parle

même d'une prolongation des aides jusqu'au 31 mars 2021 et, si les réservations ne repartent pas, il bénéficiera du dispositif de chômage partiel de longue durée annoncé jusqu'en 2022.

Les licenciements commencent à pleuvoir ! Les dividendes d'hier doivent permettre d'éviter les suppressions d'emplois d'aujourd'hui ! Solidarité contre la destruction d'emplois et la précarisation des salarié·es, ce n'est pas à elles ni à eux de payer la crise alors que leurs patrons des hôtels de haut prestige et de luxe bénéficient de l'argent public par les aides de l'État.

D'après la CGT HPE

Langue de bois et lutte des classes

Les partenaires sociaux sont dans un bateau et tombent à l'eau : devinez qui boit la tasse ?

La langue de bois consiste à ne pas appeler un chat, un chat. Ainsi, parler de « dialogue social » et de partenaires sociaux dans une relation inégale entre patronat et salarié·es qui ne partagent que très peu d'intérêts communs, est une vaste fumisterie. Être partenaire exige une relation d'égal·e à égal·e, et si l'entreprise ou l'usine étaient un lieu de coopération et de compromis, cela se saurait. Même si médias et dirigeant·es politiques brament que le dialogue social est mieux que la grève, ou le conflit, et le meilleur moyen de régler les questions relatives à l'emploi, on rigole doucement !

Ainsi on pourrait paisiblement discuter des manières de se partager les richesses produites par le travail ?

On pourrait oublier le lien de subordination entre les personnes qui décident et celles qui exécutent ?

La recherche du profit (l'intérêt du patron) serait compatible avec l'accroissement des salaires et l'amélioration des conditions de travail (l'intérêt du salarié·e) ?

Il existerait un « management bienveillant » (donner un paquet de Kleenex aux salariés quand on les vire, peut-être) ?

Nous n'acceptons pas qu'un langage lissé anesthésie la rage des dominé·es – dont la seule force est le nombre et l'union dans l'action. Nous vous proposons ce bel exemple.

Déléguée syndicale dans la fonction publique hospitalière, voici le genre de discours auquel nous sommes toutes confronté·es au quotidien.

« En tant que partenaire sociale et dans le cadre du dialogue social, j'ai été invitée à discuter du CPOM. Le projet de l'établissement qui s'inscrit dans une logique de territoire, permet de préserver une médecine de proximité où les habitants sont considérés comme acteurs dans ce partenariat. La croissance négative ne permet pas d'allouer des budgets à toutes les personnes défavorisées sur le territoire. Il est important de s'inscrire dans une démocratie participative par le biais du CTE. Le projet d'établissement s'inscrit dans cette dynamique où le développement durable et le management bienveillant seront les priorités !

L'établissement est spécialisé dans la santé mentale. L'offre de soins se décline en pôle avec des filières spécifiques. Selon la norme ISO 8402, la maîtrise des risques est un effort organisé pour identifier, évaluer et réduire, chaque fois que cela est possible, les risques encourus par les patients, les visiteurs...

La certification des établissements de santé, mis en œuvre par l'HAS, est une procédure d'évaluation externe indépendante des établissements de santé et de ses organismes de tutelle.»

Le discours ci-dessus est écrit en langue de bois. La plupart des mots utilisés ne veulent strictement rien dire mais donnent l'impression de dire quelque chose.

Ce langage a été savamment pensé par des professionnels de la linguistique, les *think tanks*. L'objectif principal est d'enlever tous les mots négatifs dans une langue ou un discours afin d'orienter la pensée. Aujourd'hui, il n'existe plus de vocabulaire négatif pour désigner le capitalisme. Cela a pour effet d'enlever la force de colère négative chez les exploité·es (« exploité·e » et « exploitateur » ont disparu du langage). C'est un diktat linguistique fait par le pouvoir dans un but de manipulation. La langue de bois est un psychovirus à combattre.

Le vocabulaire de la langue de bois peut être classé dans plusieurs groupes

◆ **Les euphémismes** : figure de style qui permet d'atténuer un mot ou une expression.

Exemples : les *jeunes défavorisés* au lieu de *jeunes exploités*, les *personnes à mobilité réduite* au lieu de *personnes handicapées*.

Le fait d'utiliser un euphémisme permet de changer la perception de la réalité.

◆ **Les oxymores** : figure de style qui réunit des mots aux sens opposés.

Exemples : croissance négative, frappe chirurgicale, flexi-sécurité, discrimination positive, égalité des chances.

Le cerveau retient seulement le mot positif. Cela a pour effet d'anéantir la pensée critique.

◆ **Les pléonasmes** : figure de style qui consiste à associer des termes qui ont le même sens.

Exemples : démocratie participative, tri sélectif, etc.

En rhétorique, l'utilisation des pléonasmes permet de donner de la force au discours.

◆ **Les faux amis** : ces termes sont appelés *amis* parce que leurs formes se ressemblent, mais *faux* parce que leurs sens sont tout à fait différents.

Exemples : plan de sauvegarde de l'emploi (plan de licenciement), réorganisation, restructuration (fermeture), réforme (destruction).

◆ **Les anglicismes** : leur utilisation permet de faire moderne et donne l'impression d'aller de l'avant.

Exemples : *manager, cluster, meeting, coach*.

◆ **Les sigles** : ils servent à renommer la réalité, à faire oublier le sens premier.

Exemples : SDF (sans domicile fixe), ZUP (zone à urbaniser en priorité), TMS (trouble musculo-squelettique), OQTF (obligation de quitter le territoire français).

◆ **Les techniseurs et les enjoliveurs** : ils donnent l'impression aux salarié·es d'avoir atteint une certaine technicité sans pour autant bénéficier d'une revalorisation salariale de la part de l'employeur.

Exemples : *hôtesse de caisse* au lieu de *caissière*, *technicien de surface* au lieu de *balayeur*.



La langue de bois a pour but de nous imposer une société totalitaire.

Orwell, dans son roman *1984*, avait compris que pour y arriver, il n'était pas nécessaire d'avoir une armée, il fallait juste changer le vocabulaire. Winston Smith, le protagoniste du roman, travaille au ministère de la Vérité et son boulot consiste, entre autres, à enlever tous les mots négatifs dans les écrits et dans le langage.

Big Brother nous regarde !

Anna



**ABONNEZ-VOUS
à CASSE-RÔLES**
Prix libre !



Je m'abonne à partir du n°

Prix libre €

+ frais postaux (3,80 x 4 n°) 15,20 €

= TOTAL €

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE COURRIEL

Chèque à libeller à l'ordre de : **Association Les Amies et Amis de Casse-rôles**
c/o Annie Nicolai, 54, avenue de la Révolution, 87000 Limoges

Contact casse-roles@outlook.fr
Site <http://casse-roles.revolutblog.com/>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest : RIB France : Banque 19506 Guichet 00011 N° compte 28120741006 Clé 66
IBAN Étranger : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Jacqueline Sauvage



«*Que la terre de la Selle-sur-le-Bied te soit légère!*»

Jacqueline Sauvage est décédée le 23 juillet 2020, chez elle à la Selle-sur-le-Bied, à 72 ans, après une vie de souffrances et d'humiliations.

Elle a été battue, violente par un mari pendant plus de quarante-sept années (quarante-sept années!). Il ne faut donc pas s'étonner qu'après avoir subi tant de souffrances physiques et morales elle ait craqué et soit passée à l'acte.

Elle tua son mari d'un coup de fusil, le 10 septembre 2012.

Cet acte de sauvegarde lui vaudra quatorze années de prison. En appel, sa condamnation en 2015 sera réduite à dix années de prison. C'est donc une femme prématurément vieillie, usée, qui vient de mourir.

La justice des hommes dans toute son horreur et son hypocrisie !

La vie ne lui a vraiment pas fait de cadeaux : après être passée dans les griffes de son mari, elle subira l'acharnement de la Justice, une Justice patriarcale qui ne lui pardonnera rien, même si elle fut graciée, car elle ne sera jamais innocentée et pourtant son acte était un cas de légitime défense. Mais la Justice des hommes...

Et que dire de cet ex-président de la République, François Hollande, qui vient se répandre sur la mort de Jacqueline

Sauvage, se disant «ému par sa mort», «qu'elle est morte en liberté» et se félicitant de l'avoir graciée, en faisant d'elle un symbole contre les violences conjugales.

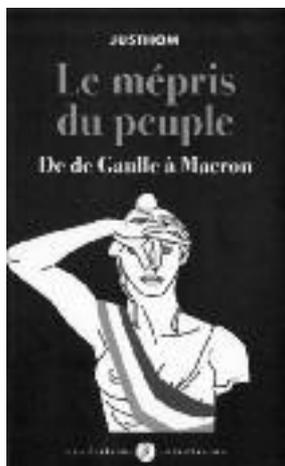
Souvenez-vous : sa décision de gracier Jacqueline Sauvage s'est sacrament fait attendre ! Cela n'a pas été spontané, il a fallu occuper la rue, manifester et pétitionner pour que ce dur de la feuille daigne accorder «une grâce partielle», le 31 janvier 2016.

Jacqueline Sauvage demandera alors sa «libération conditionnelle», en août 2016 ; libération qui lui sera refusée par le tribunal correctionnel de Melun.

Ce n'est que le 28 décembre 2016, «grâce» à la pression de la rue, qu'elle sera graciée. Elle sortira de prison libre, à 69 ans, mais ne sera pas innocentée.

Justhom

copinage



Le nouveau livre de l'ami Justhom fait le tour de la corruption des élites élues, du mépris du peuple qu'ils et elles ont manifesté... depuis toujours.

Le tour de piste part de De Gaulle et arrive au Macron d'aujourd'hui. Chirac – parmi la triste liste – s'est fait remarquer par son humour de haut niveau ; Sarkozy, lui, le petit, restera dans les annales pour ses grossièretés ras du sol. En tout cas, pratiquement tous et toutes (pas seulement les présidents), on des «casserolés»... quelque part, à part de Gaulle qui, lui, payait ses vacances et ses repas sur ses

propres deniers. C'est bien la seule chose qu'on ne lui reprochera pas !

Cependant toutes partagent ce mépris du peuple, car le système social est fondé sur le pouvoir des plus forts, des riches et des élites.

Et comme dit Justhom : « La liberté ne se mendie pas, elle se prend ! »

Les Éditions libertaires, 2020.

S.

UNE TRADITION MÉCONNUE :

***Bacha posh*, en langue dari, signifie « habillée en garçon ».
Ce sont ainsi des milliers de filles qui sont transformées en garçon...
pour un temps.**

C'est une coutume ancestrale, condamnée par les mollahs, mais qui perdure encore de nos jours. Les familles n'ayant pas eu « la chance » d'avoir un héritier mâle ont la possibilité de choisir une de leurs filles pour l'éduquer comme un garçon. Les fillettes ont les cheveux courts, sont habillées avec des vêtements d'homme et portent un prénom masculin. Dans la société afghane, où la ségrégation contre les femmes est omnipotente et répressive, les *bacha posh* permettent de détourner les lois islamiques et patriarcales. Le but n'est pas la tromperie. Personne n'est dupe mais cela permet aux familles de subvenir aux besoins de la vie quotidienne. Les *bacha posh* peuvent accompagner leurs sœurs dans les espaces publics (sinon celles-ci ne peuvent pas sortir), avoir un travail, une scolarité et un accès aux soins. Cependant, quand elles atteignent la puberté et qu'elles sont réglées, elles sont obligées de reprendre une identité de femme. Cela induit la perte des libertés qu'elles avaient en tant que *bacha posh*. Elles sont contraintes alors de porter la burqa et de se marier avec un homme choisi par le père.



Nombre d'entre elles éprouvent d'énormes difficultés lors de ce changement brutal dans leur vie. Peu sont désireuses de se marier, car elles redoutent, à juste titre, la maltraitance et la répression. La vie conjugale est extrêmement difficile car, éduquées comme des garçons, elles n'ont pas reçu l'apprentissage des tâches réservées aux femmes, comme la cuisine ou la couture. Ces fillettes sont dépossédées de leur corps au sens où elles ne choisissent pas de devenir *bacha posh*. Cette identité et cette position sociale sont imposées par les parents. À la puberté, apparaissent des troubles de l'identité sexuelle et de la socialisation en lien avec une transition brutale et sans préparation.

Certaines d'entre elles affrontent la pression sociale et familiale pour garder leur statut.

Ukmina Manoori est l'une de celles qui se sont battues pour rester une *bacha posh* à vie, de continuer à porter des vêtements d'homme, pour être libre de sortir de sa maison, ne dépendre de personne, et tenter de faire évoluer les mentalités par rapport aux conditions de vie réservées aux femmes afghanes. Elle a écrit son autobiographie *Je suis une bacha posh*, paru aux éditions Michel Lafon, en 2013.

Nadia Hashimi a également écrit sur ces femmes afghanes dans son roman *La Perle et la Coquille*, paru aux éditions Milady, en 2014.

Deux films ont été consacrés à ces femmes : celui de **Siddiq Barmak**, *Osama* (2003) et celui de **Stéphanie Lebrun**, *Kaboul, tu seras un garçon, ma fille* (France Télévisions, 2012). Le court-métrage de **Katia Scarton-Kim**, *Bacha Posh*, a été tourné dans la jungle de Calais (2018).

Cela fait presque quarante ans que l'Afghanistan souffre de guerres et de conflits armés. La condition des femmes y est épouvantable.



Pour **Malalai Joya**, militante féministe, la situation est encore plus dramatique que sous les talibans. S'il est vrai que dans certaines grandes villes comme Kaboul, Herat ou Mazar-i-Sharif, des femmes ont accès au travail et à l'éducation, c'est surtout pour légitimer l'occupation. Mais dans les zones rurales, le régime n'a rien fait, et les violences faites aux femmes ont même empiré.

Les militantes sont menacées de mort et le port de la burqa permet de cacher leur identité.

Le peuple afghan doit affronter quatre ennemis : les seigneurs de guerre, les troupes d'occupation, les talibans et Daech. L'Afghanistan est politiquement instable et considéré comme un des plus dangereux pays au monde. Le gouvernement est corrompu et négocie les ressources minières avec les USA et l'OTAN. C'est un territoire à feu et à sang soumis aux bombardements et aux attentats suicides. Le taux de pauvreté dépasse les 35 %.

LES « BACHA POSH »

L'Afghanistan est également un des premiers producteurs de haschich et surtout de pavot. En zone rurale, cela représente 80% de la production mondiale. trois milliards de dollars sont générés chaque année par cette production. Des centaines de personnes sont contraintes par les trafiquants de cultiver le pavot blanc, qui permet de produire l'opium et l'héroïne, et ceci au détriment de cultures alimentaires.

Sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue, les troupes d'occupation ont brûlé des champs entiers de pavot, mettant nombre de paysans dans la précarité, sachant que ces plantations étaient leur seul revenu. Cela a eu pour effet de renforcer la rébellion contre les troupes de l'OTAN. Les talibans avaient interdit cette culture, mais au vu des apports sur le PIB, les yeux se sont rapidement fermés... Les enfants et les femmes sont les premières victimes de cette déchéance provoquée par l'impérialisme et l'appât du gain.

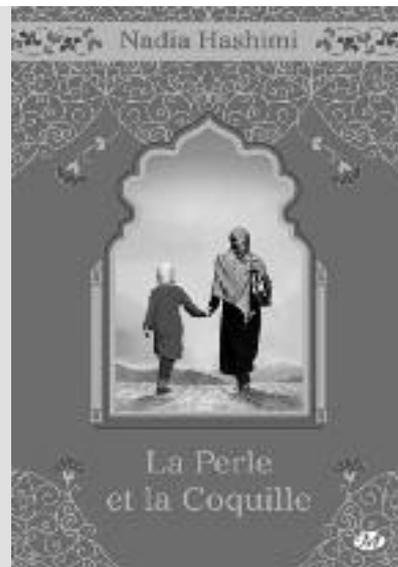
N. T.

Nadia Hashimi,
La Perle et la Coquille

Éditions. Milady, 2016

C'est un roman, mais, comme tous les romans, il parle de la réalité.

Ça commence à la naissance: fille (beurk); école (surtout pour les garçons, si les filles sont taquinées par les garçons, même de loin, elles sont retirées de l'école, donc elles sont souvent analphabètes); à 8-10 ans: mariage avec un vieux (souvent) de l'âge de leur père ou plus; mariage: 2^e, 3^e ou 4^e épouse (autant dire esclave de la maison); condition: selon le mari (battue souvent), selon la belle-mère (l'horreur! qui bat aussi et régenté tout le monde); sortie dans la rue: impossible seule (les hommes ne sont pas habitués à voir des femmes seules, c'est indécent); sortie dans la rue: avec des gardes-chiourmes; les femmes ne doivent pas regarder les hommes dans les yeux (indécent)... Bref, c'est un rêve.



Une tradition: sans garçon dans la famille, on transforme une fille (jusqu'à l'âge de ses règles) en garçon: coupe de cheveux, habits, rôle dans la famille et à l'extérieur, courses, jeux avec ses copains, etc. Dur après de revenir à son rôle de fille... S.

Claire Auzias,
Un Fait d'été

Un petit livre avec une jolie couverture toute simple faite par l'auteur. Une aventure de survie haletante, la mort aux trousses. Une mise à nu au propre comme au figuré et drogues à gogo pour délirer sans entraves. Des pays inconnus dont il faut tout apprendre, sans filet ni mode d'emploi, leurs chaleurs extrêmes sans boire ni manger. En compagnie de deux chiens merveilleux, sacrifiés à la rage de vivre de Claire Auzias qui, entre raison et déraison avec une sincérité et une écriture incisives, échappe à tout ce qui aurait pu l'engloutir. [...] Mais pour rester les pieds sur terre et relativiser, retenons cette phrase du livre entendue à Bénarès:



«Ici, il y a des milliers de morts.» Et la répression en 1968 est de toute façon, malgré ses morts, sans commune mesure avec les répressions d'antan et celles de la Commune.

Catherine Deudon,
lectrice de ce petit chef-d'œuvre

À rebours d'une légende dorée que d'aucuns fabulent, nous voici aux rives d'un après-68 cruel, au risque de l'éphémère, sans croquis ni photos, dans l'invention d'une survie hasardeuse et obstinée. Que faire d'un sursis de cinq ans en cour d'assises ?

Fuir là-bas, fuir et n'en pas revenir. L'île se prêtait à merveille à ma quête de dénuement. Presque personne en ce début mars à Hoedic, seuls les vétérans du village décimé, des piliers de bistrot, des pêcheurs. Moins de cent habitants l'hiver. Quelques vaches à un bout de l'île, dont on faisait le tour à pied et à vue d'œil. Le gardien fut maternel. Il m'apportait des poissons qu'il pêchait pour me nourrir. Paul avait dû lui mander quelques recommandations. J'ai aimé cette sauvagerie dont je ne soupçonnais pas l'existence chez nous.

L'île était à mon image. Soufflée des vents, sans distraction futile, que de l'élémentaire. Cette halte me pacifia, il y avait un coin du monde janséniste, où l'on ne jouait pas des masques et bergamasques superflus.

Claire Auzias, *Un Fait d'été*,
TheBookEdition, 12 €.

Où trouver le livre ?

Paris: Publico, Quilombo, Libralire; Marseille: CIRA, L'Odeur du temps; Lyon, La Gryffe, Librairie du Cours; Besançon: L'Autodidacte; Rouen: L'Insoumise.
Site: thebookedition.com

MUTILATIONS GÉNITALES UNE VIOLATION DES DROITS DES FEMMES

« Comment pouvons-nous encore vivre dans un monde où la moitié de la population n'a pas les mêmes droits et opportunités que l'autre moitié, simplement parce qu'il s'agit de femmes? »

En introduction, il est rappelé que «les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) sont désormais internationalement reconnues comme une violation flagrante des droits humains, une forme de violence contre les femmes et les filles et une manifestation de l'inégalité entre les sexes ».

Les mutilations génitales féminines touchent au moins 200 millions de femmes et de filles, et seuls 51 pays ont des lois contre les MGF/E dans le monde. Une violation des droits des femmes.

Les auteurs et autrices indiquent :

« La nature mondialisée des MGF/E nécessite non seulement une réponse globale, mais aussi une réponse nuancée, adaptée pour répondre aux spécificités particulières des MGF/E telles qu'elles sont pratiquées dans différentes régions, pays ou communautés. »

Parmi les différentes recommandations, j'en souligne trois :

- ◆ reconnaître les MGF/E comme une violation flagrante des droits humains, une forme de violence et une manifestation de l'inégalité entre les sexes ;
- ◆ reconnaître que les MGF/E sont pratiquées sur tous les continents indépendamment des cultures, des classes socio-économiques, du statut éducatif, des religions et des ethnies ; faire des initiatives qui visent à mettre fin aux MGF/E une priorité mondiale ;
- ◆ s'abstenir de stigmatiser une seule communauté, culture ou religion, et s'assurer que toutes les initiatives considèrent l'inégalité entre les sexes comme cause première des MGF/E.

Les auteurs et autrices détaillent leurs recommandations en cinq parties :

- ◆ renforcer la volonté politique au niveau mondial pour éliminer les MGF/E ;
- ◆ augmenter d'urgence les ressources et les investissements pour mettre fin aux MGF/E ;
- ◆ renforcer la base de données probantes par des recherches critiques ;
- ◆ promulguer et appliquer des lois et des politiques nationales exhaustives. Je souligne deux dimensions : « La loi devrait reconnaître les MGF/E comme une violation des droits humains et une forme de violence fondée sur le sexe » et l'implication des représentant·es « des communautés touchées par les MGF/E et les organisations de femmes sur le terrain, y compris les organisations dirigées par des survivantes et des jeunes, dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions » ;
- ◆ améliorer le bien-être des survivantes en fournissant le soutien et les services.



Ils et elles exhortent les gouvernements à :

- ◆ veiller à ce que toutes les survivantes de MGF/E, quel que soit leur lieu de résidence, aient accès à des services généraux et spécialisés de leur choix, abordables et de qualité, adaptés au genre, à l'enfant et à la culture ;
- ◆ assurer un accompagnement en matière de soins de santé pour les survivantes de MGF/E qui soit centré sur les femmes/filles, et prenne en considération les séquelles physiques, psychologiques et sexologiques de la pratique et les aborde de manière globale et sensible.

La brochure est illustrée par des tableaux statistiques et des cartes des pratiques des mutilations.

Didier Epszajn

Paru sur le site <https://entreleslignesentrelesmots.blog/2016/11/11/les-mutilations-sexuelles-une-violence-faite-aux-femmes/>

LES COLÈRES D'HIPPOCRATE

**Le docteur Denis Mukwebe est gynécologue
en République démocratique du Congo.
Il officie à l'hôpital de Panzi, à Bukavu.**

Références

– Brochure Equality Now : *Mutilations génitales féminines/ excision: Appel à une réponse mondiale*, Réseau End FGM European Network, mars 2020, 20 pages.

– https://www.endfgm.eu/editor/files/2020/07/FGMC_Report_FR_withmaps.pdf

Et aussi...

– Armelle Andro, Marie Lesclingand, *Les Mutilations génitales féminines. État des lieux et des connaissances, les-mutilations-sexuelles-une-violence-faite-aux-femmes!*

– Axelle Jah Njiké, <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2016/08/06/1afrique-intime-femme-noire-femme-blanche-ensemble-contre-lexcision/>

– *Appel international*: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2016/04/05/appel-international-pour-la-reconnaissance-des-droits-sexuels-et-reproductifs-comme-des-droits-universels-et-inalienables-et-le-respect-de-lintegrite-physique-des-femmes/>

– *Développement et santé, Spécial excision*: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2015/11/07/il-ny-a-pas-de-bonne-excision-et-il-ny-a-pas-dexcision-a-minima/>

– Fran P. Hosken ; dessins de Marcia L. Williams, *Le Livre d'images universel de la Naissance. Histoire illustrée de la reproduction racontée du point de vue de la femme avec son additif sur les mutilations sexuelles féminines* :

<https://entreleslignesentrelesmots.blog/2015/10/20/contre-les-atteintes-intolérables-aux-droits-humains-et-a-lintegrite-des-femmes/>

– *Rapport annuel 2014 du Programme commun FNUAP-UNICEF sur les Mutilations génitales féminines/Excision* : <https://entreleslignesentrelesmots.blog/2015/09/08/rapport-annuel-2014-du-programme-commun-fnuap-unicef-sur-les-mutilations-genitales-femininesexcision/>



Jeune praticien, il est rapidement confronté à des femmes violées et/ou mutilées. Horrifié par ces atrocités, il choisit de se spécialiser en chirurgie réparatrice.

La RDC est déchirée depuis des années par des conflits armés et le viol collectif est utilisé comme arme de guerre par les troupes militaires.

Le docteur Mukwebe choisit de lutter contre ces pratiques barbares et dénonce avec véhémence ces violences faites aux femmes. Menacé de mort et victime d'agressions, il vit reclus dans son hôpital. De très nombreuses femmes, qui sont également ses anciennes patientes, travaillent à ses côtés.

En juin 2020, il choisit de démissionner des instances de lutte contre la pandémie du coronavirus, pointant du doigt de graves problèmes organisationnels, entre autres la pénurie de masques et le manque de tests de dépistage. Le docteur Mukwebe est surnommé « l'homme qui répare les femmes ». Un film documentaire, réalisé par Thierry Michel et Colette Braeckman en 2015, lui est consacré.

Dans le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 15, 1^{er} février 2021), le Docteur Xavier Plainard – urologue qui « répare » les femmes excisées au CHU de Limoges – nous expliquera son travail... et les raisons de ses choix ! Nous aurons également un témoignage de l'une de ces femmes.

Il est important de rappeler que les mutilations et excisions sont pratiquées sur tous les continents, indépendamment des cultures, des classes socio-économiques, du statut éducatif, des religions et des ethnies. Seulement 51 pays possèdent une législation pénalisant ces pratiques.

Le manque criant de politique de santé et de structures étatiques, offrant la possibilité à toutes d'avoir un accès gratuit aux soins, empêche ces victimes de recevoir une prise en charge de qualité tant sur le plan physique, psychique, juridique qu'économique. Ces filles et femmes gardent alors de lourdes séquelles tant corporelles que psychologiques.

N. T.

Dans *Casse-rôles*, n° 3, 3 pages ont été consacrées aux mutilations sexuelles féminines (p. 13-15), « Excision, une pratique de marquage du sexe » (avec définitions de toutes les formes ainsi que la cartographie mondiale). La mutilation concerne le seul organe qui est exclusivement consacré au plaisir. Des associations comme le GAMS (Groupe Femmes pour Abolition Mutilations Sexuelles et des Mariages Forcés) insistent là-dessus...

GENÈVE

Signalisation inclusive

La ville de Genève passe de la parole aux actes: pour accroître la visibilité des femmes dans l'espace public, elle a féminisé la moitié des 500 panneaux signalant des passages pour piétons. Une première en Suisse.

En adaptant la silhouette des panneaux et en modifiant sa signalisation routière pour y faire apparaître des femmes, la ville de Genève réalise un projet pionnier. «L'idée de féminiser certains panneaux de circulation routière peut paraître anecdotique», a déclaré la maire de Genève, Sandrine Salerno, en janvier 2020 devant la presse. Plus d'un Suisse et d'une Suisseuse étonnées!

« Il ne s'agit pas d'un gadget, mais une manière de montrer que la société évolue et d'initier une réflexion sur la place des femmes dans l'espace public. Historiquement, cet espace a été pensé par et pour les hommes. Et sous prétexte de neutralité, la signalisation est

très majoritairement masculine», précise l'élue dans les lignes du journal suisse *Le Temps*.

« Cette omniprésence vient renforcer l'idée que certains, en particulier les femmes mais aussi les minorités, y sont moins à leur place que d'autres », observe-t-elle. Le remplacement de ces panneaux a ainsi pour objectif de favoriser le sentiment de légitimité de chacune dans l'espace public.

Les 250 nouveaux panneaux se déclinent en six versions différentes, avec, entre autres, une femme enceinte, une personne âgée et un couple de femmes. L'idée vise à disposer d'un espace plus riche et moins stéréotypé en termes de diversité visuelle. Ces nouveaux panneaux sont visibles sur les deux rives et dans tous les quartiers de la commune. Le coût de l'opération se monte à 56000 francs suisses (environ 52400 euros). Il est entièrement financé par la ville et pérenne. Les 250 panneaux retirés ne seront pas jetés, mais stockés à



des fins de remplacement. Le projet a été mené en lien avec le plan d'action municipal contre le sexisme et le harcèlement dans l'espace public.

Ce projet fera-t-il des petits dans d'autres communes du territoire genevois? Ce n'est pas au goût d'une conseillère municipale, Michèle Roulet, qui a demandé le retrait de la signalisation. Pour l'heure, les panneaux restent en place et un autre projet devrait voir le jour car, en 2017, le Grand Conseil avait accepté une motion à l'unanimité pour la féminisation des noms de rue.

H. H.



courrier de lectrice

« J'ai entendu le discours de Macron. J'ai entendu que les écoles seraient fermées, j'étais pas très contente. Le maître a envoyé un message. J'avais des cours à la télé. Il fallait que je regarde cela tous les jours à dix heures. Je n'avais pas très envie que les écoles soient fermées et je dis aujourd'hui que Macron est une tête de c...

Dr Raoult, je ne l'aime pas parce qu'il a fait un traitement de chloroquine très vite et juste pour impressionner les autres personnes qui sont encore en train de trouver un autre remède. Il n'a même pas pensé que son produit était mortel. J'ai regardé la télé et c'est pour cela que j'écris cela.

Le confinement c'était des jours, des mois et des semaines très dures pour moi. Je devais travailler, travailler, travailler et en plus quand j'allais dans les autres villes, je devais porter un masque et me laver les mains avec du gel très visqueux. Quand je regardais les cours à la télé, ça me

faisait penser à des personnes mortes et j'ai eu peur. Alors pour me rassurer, j'ai regardé un dessin animé. Et je dis encore une fois que Macron est une tête de c...

La dernière fois que je suis allée à mon cours de thaïlandais, je suis sortie du métro. Je suis arrivée à Paris. Une dame a prévenu qu'il fallait pas rester ici. Il y avait des gaz, des bombes et plein de gilets jaunes. J'ai vite couru. J'ai eu peur. J'ai vu un gros camion de policiers avec des personnes avec les mains attachées avec du fil dedans. Quand j'ai fini mon travail, j'ai vu qu'il n'y avait plus personne dans la place.

J'ai regardé à la télé la mort de George Floyd. J'ai vu qu'un policier avait appuyé le cou de George Floyd avec son genou. Alors ça m'a impressionné parce que les policiers sont pas gentils. Je suis contre le racisme car c'est pas juste que les noirs n'aient pas le même droit que les blancs. Comme Marine Le Pen elle est pire, je suis contre le racisme.»

Lucie, 8 ans.

La mort de Georges Floyd ET LA VIOLENCE POLICIÈRE

Le Monde du 13 août 20 publie des photos extraites de vidéos faites par des Noirs sur la façon dont les policiers blancs tuent les Noirs aux USA.

Une photo, encore jamais vue, montre le policier blanc qui a menotté et acculé Georges Floyd contre la voiture de police de Minneapolis, et le tient rivé au sol sur le ventre en s'agenouillant sur son cou, la main gauche dans la poche du pantalon (!). Il a la tête penchée sur l'homme qui agonise. Il le regarde, le sent mourir, sans émotion, il a même un léger sourire de contentement de sadique. Il sait qu'il le tue.

Regardez toutes la photo, c'est une jeune noire, lycéenne de 17 ans, qui filme avec son téléphone, le 25 mai 2020. Elle ne peut rien faire d'autre.

C'est avec la même violence, le même sadisme, avec les mêmes méthodes, avec la même « formation », avec les mêmes ordres que, dans le monde entier, des hommes en costume de policier opèrent tous les jours contre les manifestants qui veulent la démocratie, des droits égaux, la pénalisation du viol systématique, le retrait des armes et des gaz lacrymogènes, etc.

Dans tous les pays occidentaux, en Russie, en Biélorussie, en Chine, à Hongkong, en Thaïlande, en Iran, Irak, Syrie, Égypte, au Soudan, au Liban, en Palestine, aux Philippines, en Afghanistan, au Mali, en RDC, en Afrique du sud, en Argentine, au Venezuela... J'en oublie, la police a les mêmes armes pour frapper jusqu'à tuer et violer si possible.

Qu'on ne nous parle pas d'exception, d'erreur, d'exagération, partout la police doit faire la même chose. Les gouvernements donnent les mêmes ordres dans tous les pays. Sur cette question, tous les États du monde sont d'accord et se vendent les armes nécessaires pour ce faire. Il faut frapper les démocrates, les étrangers, les gens de couleur, les femmes, les jeunes.

Les féministes ne sauraient s'abstraire de cette réalité, et doivent considérer la police spécialisée dans la répression comme étant organisée par les États dans une véritable Internationale de la guerre répressive contre les peuples, contre les femmes et les jeunes.

Nous devons manifester contre le caractère internationalement structuré de cette police.

Il appartient aux femmes de récuser le caractère dit national de la répression, parce qu'elles ont vocation à construire une Internationale des féministes, toutes tendances confondues.

Elles le peuvent. Nous le pouvons!

Anne-Marie Chartier, 15 août 2020



« Les réponses militaires au terrorisme font du tort aux femmes de manière disproportionnée, en particulier aux femmes pauvres et à leurs enfants. Au cours du XX^e siècle, les civils plutôt que les soldats en sont venus à représenter une proportion toujours grandissante des victimes de guerre. Les combattants étaient des hommes de manière prédominante, mais les civils vulnérables étaient des femmes et des enfants, en particulier des femmes et des enfants du tiers-monde, où on trouve le plus grand nombre de victimes des guerres récentes. Les femmes et les enfants représentent 80% des millions de réfugiés déplacés par la guerre. Le viol est une arme de guerre traditionnelle, et l'action militaire est habituellement associée à la prostitution organisée et parfois forcée. »

Alison M. Jaggar, « Responding to the Evil of Terrorism », *Hypatia*, vol. 18, n° 1, hiver 2003, p. 179.

Extrait de l'ouvrage *Le Boys Club*, de Martine Delvaux, Éditions du remue-ménage, 2020, p. 199.

Gisèle Halimi

COURAGE ET PERSÉVÉRANCE

« Une grande dame infatigable, avocate du droit des femmes », ont dit d'elle les politiques à l'annonce de la mort de Gisèle Halimi, en juillet 2020. Depuis que la cause des femmes est devenue la grande cause du quinquennat présidentiel, il est consensuel de ne retenir de l'avocate que cet aspect de son combat... mais d'elle, nous voulons rappeler d'autres luttes qui nous touchent tout autant et qui, pour certaines d'entre nous, ont été l'élément déclencheur d'une prise de conscience militante.



D'autres femmes avant elle ont joué un rôle important dans la lutte pour l'émancipation des femmes, anarchistes, révolutionnaires ; elles ont contribué à faire prendre conscience aux femmes et aux hommes des injustices secrétées par cette société cléricale/capitaliste/patriarcale : Olympe de Gouge, Louise Michel, Emma Goldman et beaucoup d'autres...

Mais nous n'oublions pas Gisèle, jeune fille rebelle, mettant en place une stratégie dès son plus jeune âge pour lutter contre le patriarcat et les traditions sexistes présentes dans la Tunisie de son enfance.

Dans un livre de souvenirs écrit en 1988, Gisèle Halimi s'adresse à son père disparu – déçu à sa naissance par l'arrivée d'une fille – pour lui expliquer son parcours de femme libre.

À 12 ans, elle refuse de continuer à servir ses frères comme la coutume l'exige et entame une grève de la faim de trois jours. Ses parents, inquiets pour sa santé, cèdent et elle écrit dans son journal : *« Aujourd'hui j'ai gagné mon premier petit bout de liberté. »*

À 15 ans, elle dit non à un mariage arrangé avec un riche ami de son père. Avidée de savoir, lisant tout ce qui lui tombe sous la main, elle rêve de partir en France pour faire des études. Elle passe le concours des bourses et donne des leçons pour se constituer une cagnotte. Son baccalauréat en poche, elle part en France et s'inscrit en faculté pour devenir avocate.

Le combat de Gisèle Halimi est alors celui d'une militante anticoloniale proche de ceux qui luttent pour l'indépendance de la Tunisie et de l'Algérie. Le racisme et l'antisémitisme qu'elle subit dans son

enfance, se faisant traiter de sale Juive par son institutrice, et la présence à ses côtés d'un oncle engagé au sein du Parti communiste tunisien, expliquent son engagement politique. Dans son collège, sous le régime de Vichy (la Tunisie est encore un protectorat français), avec la complicité d'un professeur gaulliste, elle crée un commando « anti-portrait de Pétain » et refuse de rejoindre les « ligues de loyauté » pétainistes parce qu'un article de la charte indique que l'on doit dénoncer la camarade qui triche.

Devenue avocate – une avocate « irrespectueuse », dira-t-elle –, elle n'accepte pas que le serment de l'avocat impose « le respect des autorités publiques », cette allégeance ligoterait celle qui veut dénoncer la torture pratiquée en Algérie, qui est devenue un système judiciaire pour faire avouer et condamner les militants indépendantistes qu'elle défend dans les tribunaux militaires.

En 1960, en apprenant qu'une Algérienne de 22 ans, Djamila Boupacha, accusée d'avoir posé une bombe, avait été arrêtée, torturée et violée par les soldats français, elle décide de prendre sa défense. Ce sera le seul cas de viol médiatisé de la guerre d'Algérie grâce au travail de l'avocate. Condamnée à mort en 1961, Djamila fut amnistiée dans le cadre des accords d'Évian et libérée en 1962.

Féministe, Gisèle Halimi s'affirme lors d'un procès qui l'opposait à l'avocat bourgeois Robert Badinter. Comme celui-ci manifeste une attitude condescendante à son égard, elle commence sa plaidoirie par ses mots : *« Je ne me laisserai pas renvoyer à mes fourneaux par le professeur Badinter. »*



En 1971, elle est parmi les 343 signataires du Manifeste qui déclaraient avoir avorté, et donc violé la loi. La même année, elle crée, avec Simone de Beauvoir, le mouvement « Choisir la cause des femmes ». Elle prendra part à toutes les luttes féministes et participera à la défense de nombreuses femmes maltraitées. En 1972, elle défend lors d'un procès célèbre à Bobigny, cinq femmes : une mineure qui avait avorté après un viol, et quatre femmes majeures dont la mère de la mineure, pour complicité et pratique de l'avortement. Marie-Claire, la jeune fille sera relaxée.

Élue députée (apparentée PS) en 1981, elle continue le combat pour le remboursement de l'interruption de grossesse. La loi dite loi Roudy est adoptée en 1982.

Gisèle Halimi s'est battue contre toute norme sexuelle et pour la liberté de choisir sa sexualité. Aux côtés de Robert Badinter, elle porte à l'Assemblée le projet de loi visant à dépénaliser l'homosexualité, en décembre 1981. L'avocate restera une militante des droits LGBT, signant des pétitions et aussi active sur le PACS.

Pour Gisèle Halimi, le droit était une arme contre l'injustice, arme qu'elle n'a jamais hésité à utiliser, quels que soient les risques pour elle.

Dans une interview au *Monde* en septembre 2019, la nonagénaire s'étonnait encore que « les injustices faites aux femmes ne suscitent pas une révolte générale ».

Annie Nicolai

Gisèle Halimi,
Le Lait de l'oranger,
Gallimard, 1988.

Réparer un oubli !

Il est étonnant de voir comment journaux et journalistes, à la solde des annonceurs et des politicien-nes, deviennent prolixes quand les personnes qui défendent des droits humains ont passé l'arme à gauche. Pas tous les droits humains cependant...

Qui, par exemple, sait, savait ou saura que Gisèle Halimi, juive sépharade, avait pris fait et cause pour les Palestiniens ? Qu'elle avait défendu Marwan Barghouti (grand dirigeant palestinien arrêté en 2001 et toujours incarcéré dans les geôles israéliennes), qu'elle était membre du comité de parrainage du Tribunal Russell pour la Palestine en 2009 (tribunal d'opinion qui s'est notamment prononcé sur le crime d'apartheid et le sociocide commis par l'État d'Israël contre le peuple palestinien), qu'elle a dit en 2014 après l'offensive meurtrière sur Gaza :

« Un peuple aux mains nues – le peuple palestinien – est en train de se faire massacrer. Une armée le tient en otage. Pourquoi ? Quelle cause défend ce peuple et que lui oppose-t-on ? J'affirme que cette cause est juste et sera connue comme telle dans l'Histoire. Aujourd'hui règne un silence complice, en France, pays des droits de l'Homme et dans tout un Occident américanisé. Je ne veux pas me taire. Je ne veux pas me résigner. Je veux crier fort pour ces voix qui se sont tuées et celles que l'on ne veut pas entendre. L'Histoire jugera mais n'effacera pas le saccage des vies, saccage d'un peuple, saccage des innocents. Le monde n'a-t-il pas espéré que la Shoah marquerait la fin définitive de la barbarie ? »

Par contre, tout le monde rabâche quelle grande féministe elle était (le féminisme est à la mode), combien elle s'est battue pour le droit à l'avortement (bien mieux vu aujourd'hui qu'en 1970, au moment du procès de Bobigny où elle assistait des femmes poursuivies pour y avoir eu recours), et pour les résistantes algériennes, notamment Djamila Boupacha, arrêtée pour tentative d'attentat, torturée et violée par des militaires français (pas de problème, le colonialisme est derrière nous...).

Bien sûr, tous ses engagements, et d'autres encore, doivent être rappelés et salués chapeau bas, mais sans instrumentalisation, récupération et fausse empathie.

Michèle Gay

MARIA RESSA

LA JOURNALISTE ET LE DICTATEUR



Journaliste philippino-américaine, Maria Ressa a cofondé le média *Rappler* et en est la directrice générale. En 2018, la journaliste est désignée l'une des personnalités de l'année par le magazine *Time*, pour avoir pris de grands risques dans la recherche de la vérité sur les crimes du président des Philippines et sa dérive totalitaire.

Dès lors, elle sera est la cible de président Rodrigo Duterte, issu du parti du centre gauche, élu président de la République des Philippines en juin 2016.

Il faut dire que ce fasciste avait annoncé la couleur pendant sa campagne électorale, au sujet de la « criminalité » :

« Oubliez les droits de l'Homme, si je deviens président, ça va saigner ! »

Le 30 juin 2016, à peine au pouvoir, il déclare la guerre aux trafiquants et consommateurs de drogues et se fait le soutien de la police qui a déjà tué plus de 30 000 personnes en trois ans (selon les estimations d'observateurs indépendants ; la plupart de ces morts n'ayant pas entraîné de procès). C'est ainsi que les citoyens suspects d'usage de drogue, à tort ou à raison, sont abattus sans autre forme d'enquête, par ces escadrons de la mort.

Dans son journal *Rappler*, Maria Ressa dénonce comment, dans les bidonvilles de Tondo, au nord de Manille, la police sous-traite à des gangs les exécutions de petits toxicomanes.

Elle dénonce comment Duterte et ses enfants dissimulent les richesses qu'ils auraient dû déclarer. Une enquête raconte également les assassinats de politiciens dans les communes autour de Cebu.

De manière générale, *Rappler* exerce un regard critique sur la situation aux Philippines, y compris sur la corruption généralisée et l'influence de la Chine que le pays courtise dans l'espoir d'obtenir des investissements et des échanges commerciaux.

Maria Ressa fait l'objet de multiples poursuites, menaces et de nombreuses arrestations

C'est ainsi que Rodrigo Duterte, après avoir admis au micro de Maria Ressa être un « dictateur » et avoir lui-même assassiné des délinquants présumés, il l'avertit publiquement :

« Je vous le dis, écarterez-vous de mon chemin. Et, si je dois vous tuer pour ça, je le ferai de mes propres mains. »

Mains sales et rouges de sang...

Le 22 janvier 2018, elle comparait devant le tribunal national (Bureau d'investigation des Philippines) au sujet d'une plainte en ligne pour diffamation, corruption, fraude fiscale et non-déclaration de revenus.

Le 13 février 2019, elle est à nouveau arrêtée à sa descente d'avion pour falsification d'information. Elle sera présentée au tribunal et libérée sous caution après le versement de 90 000 pesos (environ 1 600 euros). Il lui était également reproché, ainsi qu'à six autres associés, d'avoir enfreint la loi interdisant à des étrangers de détenir des intérêts dans les médias philippins.

Certaines voix, les plus virulentes contre la répression antidrogue, sont derrière les barreaux, comme la sénatrice Leila de Lima qui a été incarcérée pour trafic de stupéfiant – accusation montée de toutes pièces.

Marie Ressa risque quinze ans de prison. Ce n'est pas cette menace qui l'empêchera de dénoncer sans relâche le criminel qui préside aux destinées mortifères du régime totalitaire philippin.

Elle entend défendre la vérité ; le futur de la démocratie mondiale dépend en particulier d'une chose, dit-elle :

« Il faut que nous forcions les réseaux sociaux à prendre leurs responsabilités. »

Mais surtout que les peuples s'organisent à l'échelle mondiale en s'émancipant des prophètes et des diseurs de bonne aventure qui s'épanouissent au sein des partis politiques, des boutiques syndicales et autres, et dont le rôle est de détourner les luttes pour protéger et renforcer le système capitaliste mondial.

J.



ANDREA DWORKIN

« Andrea Dworkin est morte dans son sommeil, le 9 avril 2005. Elle avait 59 ans. Nous venons de perdre une immense féministe, l'une des plus importantes de notre époque. L'une des plus complètes aussi: militante et théoricienne, autrice d'essais et de romans, mais aussi corédactrice avec Catharine A. MacKinnon d'une célèbre proposition de loi contre la pornographie, et la plus brave d'entre nous. »

Christine Delphy

Nouvelles Questions féministes, 18 avril 2005

La vie d'Andrea n'est pas un long fleuve tranquille ! Elle est agressée sexuellement à l'âge de 9 ans par un inconnu dans un cinéma, puis violente en prison après avoir manifesté contre la guerre du Viêt nam. Mariée à Amsterdam avec un anarchiste néerlandais, elle va subir de sa part des violences qui l'obligent à fuir.

Sans ressources, elle se prostitue. Recueillie par Ricki Abrams, féministe américaine, elle découvre les textes des féministes radicales Kate Millett et Robin Morgan. Andrea et Ricki commencent alors à travailler sur l'amorce d'un texte féministe abordant la haine des femmes dans l'histoire et la culture. Ce sera *Woman Hating*, édité par Andrea aux États-Unis.

« La pornographie est la théorie, le viol est la pratique. »

Andrea Dworkin est surtout connue des féministes pour sa lutte contre la pornographie, mais aussi pour les droits des lesbiennes et contre l'apartheid en Afrique du Sud. En février 1976, elle joue un rôle primordial dans l'organisation des manifestations new-yorkaises contre le *Snuff Film*: long métrage mettant en scène la torture, le meurtre, le suicide ou le viol d'une ou plusieurs personnes.

Elle forme alors avec d'autres femmes, dont Gloria Steinem, Shere Hite, Robin Morgan, Susan Brownmiller, un groupe féministe radical luttant contre la pornographie.

En 1979, elle publie *Pornography: Men possessing women*; elle y analyse la pornographie comme une industrie de déshumanisation et de haine du sexe féminin qui joue un rôle dans la violence faite aux femmes: abus subis par les femmes employées dans

l'industrie pornographique, conséquences sociales de sa consommation, les hommes étant encouragés à fantasmer la domination, l'humiliation et les violences sexuelles.

En 1987, Dworkin publie *Intercourse* (« Coïts »), ouvrage dans lequel elle étend son analyse de la pornographie aux rapports sexuels eux-mêmes, en développant la théorie selon laquelle tous les rapports hétérosexuels sont aliénants et dégradants pour la femme, la pénétration pouvant, dans sa nature même, condamner les femmes à l'infériorité et à la soumission... En 1992, la Cour Suprême du Canada rend une décision dans l'arrêt *R. vs. Butler*, qui intègre aux lois canadiennes sur l'obscénité, des éléments du travail législatif mené par Dworkin et MacKinnon sur la pornographie, au motif qu'elle est source de discrimination.

Andrea Dworkin est l'autrice de 13 livres écrits dans un style polémique et unique qui ne peut laisser personne indifférent: on la vénère ou on la déteste.

« *Quiconque en a déjà fait l'expérience ne peut nier le pouvoir révolutionnaire du langage* », disait-elle.

Andrea pensait que, pour faire exister les femmes, il faut inventer de nouveaux mots car ceux qui existent sont accaparés par les hommes. Elle voulait inventer une façon d'écrire plus puissante que la haine des femmes elle-même.

H. H.

Autres ouvrages en français :

– *Pouvoir et violence sexiste*, Sisyph, 2007.

– *Souvenez-vous, résistez, ne cédez pas*. Anthologie, avec une préface de Christine Delphy, Syllepse, 2017.

Dans le n° 12 de *Casse-rôles* (p. 37), on peut trouver un compte rendu du livre *Les Femmes de droite*, éd. du Remue-ménage, coll. Observatoire de l'anti-féminisme, 2019.

« Coïts » une lecture fémi

À l'opposé de l'air du temps et de la prétendue « égalité-déjà-là », de l'illusion sur la naturalité des pratiques sexuelles, de la séparation de l'intime et des rapports de domination, une immense écrivaine nous fait penser tout ce que le coït dit et fait dans les rapports de pouvoir. Elle utilise les mots du quotidien pour parler de baise, du sexe comme outil et matière de la domination, de l'anéantissement des femmes dans la sexualité masculine, de voyages littéraires dans l'inégalité sexualisée.

Lire cette immense écrivaine féministe, c'est rompre avec les ritournelles et l'air du temps, c'est regarder dans le miroir des productions littéraires – mais pas seulement – non les images de ce que l'on sait déjà, mais bien d'autres choses... Et rendre ainsi possible un futur d'émancipation...

Dans son avant-propos, Andrea Dworkin parle de la réception du livre dont le titre américain est *Intercourse*, des conseils reçus de critiques érudits mais analphabètes.

Elle indique: «*Intercourse continue à être trainé dans la boue par des gens qui ne l'ont pas lu, réduit à quelques slogans par des journalistes se posant en critiques, en sages ou en grands penseurs, traité comme un écrit odieux et haineux par tous les crétins qui s'imaginent que l'apaisement de notre monde violent viendra d'encore plus de respect envers des hommes blancs et décédés.*»

L'autrice aborde, entre autres, le monde sexué de la domination et de la soumission, la censure envers les femmes, le savoir sur la baise, la nécessité de briser les habitudes de déférence – «*et c'est à nous de les briser*» –, le refus de la soumission, la gamme d'émotions et d'idées proprement interdite aux femmes: «*Le refus de laisser les femmes ressentir une gamme complète d'émotions, exprimer un large éventail d'idées, aborder leur vécu avec une honnêteté qui déplaît aux hommes, ou poser des questions qui déconcertent et contrarient les hommes dans leur domination, a eu pour simple effet de créer une nouvelle génération d'exploiteurs et de victimes – les enfants, garçons et filles respectivement*»; les mots et l'écriture.

Andrea Dworkin parle du coït: un acte de possession, pénétrer et posséder, la baise comme acte d'invasion et d'appropriation, la masculinité éprouvée par l'homme et la femme – celle-ci s'effaçant en tant que personne –, le coït comme petite mort ou comme tristesse, les femmes comme cheptel pour les hommes «*au titre d'épouses, de prostituées, de servantes*

sexuelles et reproductrices», la géographie de la domination, la non-spécificité de chaque femme aux yeux de la plupart des hommes, le rétrécissement et le laminage des capacités de ressentir des femmes, les mots de la possession, les règles de la communauté qui protège le pouvoir masculin, «*l'impératif communautaire de baiser et la réglementation de la baise restent invisibles dans la baise elle-même*»...

Une phrase de l'autrice est bien révélatrice du sens réel des choses et des mots:

«*Il est remarquable que l'homme ne soit pas vu comme l'être qui est possédé dans le coït, même si c'est lui (son pénis) qui est enfoui dans un autre être humain, et que son pénis est entouré de muscles puissants qui se contractent comme un poing serré et se détendent avec une force contre la tendre chose, toujours si vulnérable aussi rigide soit-elle.*»

Andrea Dworkin relit l'histoire de Jeanne d'Arc, une histoire politique et non magique, la virginité «*délibérée et militante*», une autodéfinition rebelle et intransigeante, le rejet du statut d'infériorité des femmes, «*la condition civile inférieure et le fait d'être baisée comme impossibles à distinguer l'une de l'autre*». Une relecture féministe d'un possible historique, le désir masculin comme déterminant des possibilités d'une femme dans la vie, la place de la jeunesse et de la beauté et les invisibles dans les représentations idéologiques, le désir masculin et la reconnaissance sexuelle du féminin comme féminin, la liberté d'une femme, la tentative d'un lien égalitaire, le rôle de son vêtement masculin, la liberté réservée aux hommes, l'Inquisition et celles qui se révoltaient contre l'Église, la virginité de peu de poids car «*l'enjeu n'avait jamais été – et ne l'est toujours pas – d'avoir ou non des rapports sexuels; l'enjeu était la soumission au statut d'inférieur*», la féminisation par le bûcher et le viol...

Jeanne et d'autres femmes, Gustave Flaubert et Emma, la romance comme substitut suicidaire à l'action, le coït substitut suicidaire à la liberté...

Madame Bovary, D. H. Laurence, André Brink, Italo Calvino, Bram Stoker et Dracula, les nouveaux récits du coït, le sang et le sexe, le sang de chaque fois, l'aliénation, «*banales et décadentes, fières, stupides, menteuses, nous sommes libres*»...

Le corps agressé, l'être violé, l'intégrité du corps comme illusion, le va-et-vient et l'invasion permanente, la pénétration utilisation «*normale*» du corps de la femme, la haine des femmes comme source du plaisir, la transformation de l'identité de façon irrévocable et irrécupérable, «*cette diminution de son intimité, de son intégrité et de son identité établissent sa*

niste d'Andrea Dworkin

moindre importance», la signification politique du coït, «*les progressistes refusent catégoriquement d'explorer la possibilité même d'un lien entre le coït en soi et la condition inférieure des femmes*», les sensations et les besoins des hommes et la question de la liberté des femmes, «*la plupart des femmes n'éprouvent pas d'orgasme lors du coït lui-même*», le plaisir sexuel et la sensualité, l'ensemble du corps et une tendresse polymorphe, les rapports de pouvoir, «*le coït a lieu dans le contexte d'un rapport de pouvoir qui est omniprésent*», la vision des femmes et l'inclusion des hommes comme êtres humains...

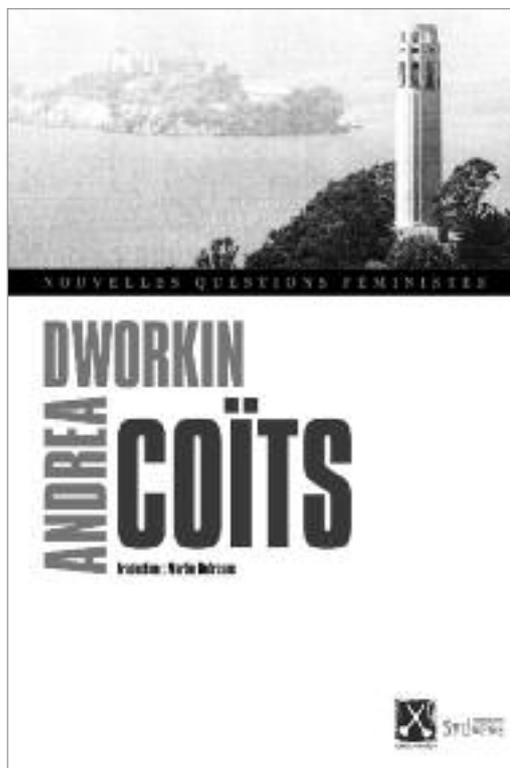
Avoir le droit d'être là, «*la liberté devait être l'auto-détermination au sens strict, physique, concret, débutant par le contrôle absolu des organes sexuels*», le coït humain de l'objectification, le viol et la prostitution, les résistances...

◆ «*L'aliénation de la liberté humaine est profonde et destructrice; elle détruit ce que notre humanité a de créateur, ce qui nous pousse à vouloir trouver du sens au vécu, aussi pénible soit-il; elle détruit en nous ce qui réclame la liberté, aussi ardu qu'il soit de l'atteindre.*»

◆ «*Le plaisir pris dans la soumission ne change pas et ne peut changer le fait, le coït, l'indignité de l'infériorité.*»

La loi et les balises du coït, ce que l'État proscrit et prescrit, les lois imposant la sujétion sexuelle, une sujétion qui n'est en rien privée mais bien politique, «*Les lois créent la nature – une nature masculine et une nature féminine et coït naturel – en dictant aux êtres égarés, non naturels, ce qu'ils doivent faire et ne pas faire pour protéger et exprimer leur vraie nature; le vrai homme, la vraie femme, la vraie hiérarchie qu'a créée la nature ou Dieu plaçant l'homme au-dessus*», la loi et le pénis, l'écologie de la domination masculine, «*la domination masculine a en fait bénéficié du cachet d'être à la fois naturelle et divine*», «*le coït est domination politique: le pouvoir comme pouvoir ou le pouvoir comme plaisir*»...

La dévalorisation profonde de la personne, la transformation d'«*un rêve fracassé par l'insulte en cauchemar perpétuel*», les expériences et les perceptions personnelles des femmes non reconnues comme «*fondées sur un noyau de réalité*», les mots sales pour chaque partie du corps féminin, la saleté et la mort, le sexe et la race, la haine sexualisée et les rituels d'humiliation du racisme, les viols sur une base raciale, la pollution de «*la race supérieure*», les camps de concentrations, l'infériorité enseignée, «*l'infériorité nous est enseignée par des hommes érudits; par des violeurs; par des sadiques; par des tortionnaires; par des*



assassins. Le motif central de cette pédagogie est la baise», la bite arrogante des mecs et le refus d'une analyse politique des façons dont le pénis est utilisé, les magazines féminins et les pratiques issues de la pornographie, l'inceste, les mutilations qui détruisent les capacités de réaction sexuelle, les «*actes sadiques contre les corps des femmes sont tenus pour normaux*»...

Si Andrea Dworkin n'euphémise pas la réalité, cela ne signifie cependant pas qu'elle exagère.

Les éléments quotidiens de la vie sociale – ici la sexualité réellement pratiquée et socialement valorisée –, ne peuvent être sous-estimés, écartés, niés. Il convient, comme le fait l'autrice dans son admirable travail, d'entraîner lecteurs et lectrices dans les profondeurs de la vie sociale, «*aussi étrange, amère ou salissante que soit la plongée*».

Le titre de cette note est emprunté à Christine Delphy, préface au recueil de l'autrice, «*Souvenez-vous, résistez, ne cédez pas*», précédemment publié chez la même maison d'édition.

Comme nous le rappelle Andrea Dworkin:

«*La liberté n'est pas une abstraction, et en avoir un peu ne suffit pas.*»

D. E.

Pour défendre sa dignité, il faut d'abord en avoir une...

Andrea Dworkin, *Coïts*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Martin Dufresne, éd. Syllepse-Remue-ménage, Paris-Montréal (Québec), 224 p., 20 €.

On peut lire la version complète du texte sur <https://entrelignesentrelesmots.blog/2019/03/06/pour-defendre-sa-dignite-il-faut-dabord-en-avoir-une/>

Vivir Quintana

la chanteuse pour les femmes qui n'ont plus de voix



Viviana Montserrat Quintana Rodriguez chante sous le nom de Vivir Quintana. Tout un symbole pour celle qui veut vivre par son talent d'auteurice, compositrice, interprète en tant qu'artiste féministe.

Dès 12 ans, elle avait envie de chanter et de se révolter là où elle est née dans l'État de Coahuila, au nord du Mexique. À 35 ans, elle a à son actif près de deux cents chansons, notamment au sein de collectifs de femmes comme « Las Hijas de Libertina Hernández » ou « Energía Nuclear », repérable avec #Mujeresenlamúsica.

Elle accompagne les manifestations féministes en chantant et jouant de la guitare et se joignant aux divers groupes d'artistes militantes.

Sur France Culture, le 3 juin dernier, Vivir Quintana livrait : « *Je ne comprends pas et ni mon corps ni mon âme ne peuvent le comprendre : comment le féminicide peut exister, comment notre tissu social peut être rompu au point de briser les corps, les vies et les existences de nos amies, de nos sœurs, de nos mères et de nos filles ?* »

Elle ressent la nécessité de chanter sa manière de comprendre le monde et tout ce qui l'entoure, elle a soif d'être ce qu'elle veut être ! Elle précise que ses influences relèvent de Joaquín Sabina, au niveau poétique, Tomás Méndez, au niveau mélodique, Bob Dylan, pour la simplicité de ses harmonies et de ses textes forts. Parmi ses créations, deux chansons contre les féminicides : chantée avec Silvia Palumba et le groupe Dos Bandadas, *Huracán Kathy* (2020), en hommage à Katherine Moscoso, enterrée vivante et morte étouffée par la terre en 2014, elle avait 18 ans ; chantée avec le chœur de femmes El Palomar, *Canción sin medio* (Chanson sans peur, 2019), pour dénoncer les féminicides de nos sœurs de par le monde. Cette chanson est reprise sur les réseaux sociaux par le mouvement féministe international.

D'après *El País*, édition Amériques, David Marcial Perez donne le chiffre de dix féminicides par jour, pour un pays qui avait su intégrer ce crime spécifique dans la loi, il y a huit ans, mais dans lequel ni le président Andres Manuel Lopez Obrador ni le procureur général du Mexique ne semblent être indignés, voire affectés, par ces extrêmes violences de genre : l'un est condescendant et paternaliste vis-à-vis du mouvement féministe, l'autre voudrait supprimer le terme « féminicide » du Code pénal et le remplacer par « homicide avec circonstances aggravantes ». Ainsi le mouvement féministe se radicalise et n'hésite plus à user de la violence dans ses manifestations pour faire pression sur les institutions et combattre l'indifférence générale sur le sort des femmes. *Canción sin medio* s'impose dans les rues mexicaines !

H. H.

1. Dans l'émission « Temps du débat » d'Emmanuel Laurentin et de Manon Prissé sur France Culture.

Canción sin medio

*Que tremblent l'État, le ciel et les rues,
Que tremblent les juges et les policiers !
Aujourd'hui, les femmes ont perdu patience !
Ils ont semé la peur... Il nous a poussé des ailes
Chaque minute de chaque semaine,
Ils nous volent nos amies, ils tuent nos sœurs,
Ils mutilent leurs corps, les font disparaître,
N'oubliez pas leurs noms, s'il vous plaît,
Monsieur le président !*

Pour toutes les nôtres qui manifestent à Reforma !

*Pour toutes les filles qui se battent à Sonora !
Pour les commandantes qui luttent au Chiapas !
Pour toutes les mères qui cherchent à Tijuana !
Nous chantons sans peur, nous exigeons justice !
Nous crions pour chacune de nos disparues !*

Que résonne avec force :

NOUS NOUS VOULONS VIVANTES !

*Mettons fin à tous les féminicides !
Moi je brûle tout, moi je casse tout,
Si un jour un homme s'en prend à toi,
Plus rien ne me fera taire, c'est assez,
Et s'ils en touchent une,
NOUS RIPOSTERONS TOUTES !*

*Je suis Claudia, je suis Esther et je suis Teresa,
Je suis Ingrid, je suis Fabiola et je suis Valeria,
Je suis l'enfant que tu as prise de force,
La mère qui pleure aujourd'hui pour ses mortes,
Et je suis celle qui te fera payer !
JUSTICE ! JUSTICE ! JUSTICE !*

Pour toutes les nôtres qui manifestent à Reforma !

*Pour toutes les filles qui se battent à Sonora !
Pour les commandantes qui luttent au Chiapas !
Pour toutes les mères qui cherchent à Tijuana !
Nous chantons sans peur, nous exigeons justice !
Nous crions pour chacune de nos disparues !*

Que résonne avec force :

NOUS NOUS VOULONS VIVANTES !

*Mettons fin à tous les féminicides !
Et que tremblent les entrailles de la Terre,
Face au rugissement sororal de l'amour,
Et que tremblent les entrailles de la Terre,
Face au rugissement sororal de l'amour.*

Égalité en sourdine



Écrire l'histoire, c'est la réécrire sans cesse en prenant en compte de nouveaux sujets de recherche qui s'imposent dans le temps présent: celle de l'invisibilité des femmes dans le monde de la création artistique en est un. La création musicale est restée longtemps une histoire d'hommes au point d'oublier que *Le Chant des partisans* a été composé (paroles et musique) par une femme: Anne Marly, et de ne se souvenir que de Maurice Druon et Joseph Kessel... et beaucoup d'autres oublis encore !

Anne Marly
(octobre 1917-février 2005)

La Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique (Sacem) a créé son musée en ligne et met à l'honneur, à travers plusieurs expositions, les compositrices de musique classique et moderne.

On peut ainsi parcourir une histoire de la musique qui n'oublie plus les femmes créatrices; à l'heure de la culture masquée, ces découvertes se font hélas!, en «distançiel»! Si l'on s'interroge sur les principales raisons qui mènent les femmes à être, encore aujourd'hui, très minoritaires dans le secteur de la création musicale, ce sont les mêmes que celles qui étouffent les femmes peintres: absence de liberté de se déplacer ou de voyager seules, pas d'accès à l'instruction, aux bibliothèques, à l'Université, charge de la famille et des enfants, pas d'autonomie financière, etc. Les obstacles opposés à la femme créatrice dans une société patriarcale traditionnelle sont nombreux.

Plusieurs expositions sont proposées. Elles concernent la création musicale en France: «Femmes et création musicale du Moyen Âge à la naissance de la Sacem», «Les pionnières de la modernité», «L'Après-guerre, les conquérantes», «1970, l'émancipation», «Sweet sixties, du rêve à la révolution», «Les années 1980. Femmes jusqu'au bout de la plume».

Mise en bouche pour donner envie d'aller plus loin sur le site de la Sacem

Dans l'exposition sur l'histoire de la création musicale du Moyen Âge à la naissance de la Sacem:

«La femme artiste, forcément courtisane? L'Église ne voit pas d'un bon œil les métiers artistiques. En témoigne l'évêque d'Autun qui au XIII^e siècle déclare: "Les saltimbanques ont-ils une chance de salut?" - Aucune.»

Fermement condamnés par les ecclésiastiques, les artistes ne peuvent ni témoigner ni accuser en justice et sont privés de l'accès aux sacrements, notamment l'eucharistie. Les textes religieux les accusent souvent d'être des «ministres de Satan» et rappellent régulièrement au public l'interdiction de leur donner de l'argent.

L'Église condamne plus encore les femmes artistes, en les assimilant à des prostituées. Cet interdit va perdurer, liant dans les esprits durablement femmes artistes et courtisanes.

Avec un petit tour dans les années 1950 quand le microsillon fait son apparition avec l'arrivée du vinyle qui remplace le 78 tours, l'Olympia qui rouvre ses portes et les chansons à texte de Brel, Brassens et Gréco écoutées dans les cabarets de la rive gauche.



Mick Michey, 1964.

Mick Michey, la première autrice-compositrice-interprète, dans le sillage de Trenet, «la première petite fille à prendre la parole et tout dire»; Florence Vèran, qui compose plusieurs grands succès des années 1950 chantés par Lucienne Delyle, Juliette Gréco, Rina Ketty et Édith Piaf... Et bien d'autres figures féminines méconnues ou oubliées, comme Marguerite Monnot, qui composa plus de 200 musiques entre les années 1930 et 1960 dont plus de la moitié pour Édith Piaf, Nadia et Lili Boulanger lauréates toutes deux du prix de Rome, organistes pianistes, compositrices.

Les archives concernant ces créatrices et beaucoup d'autres encore sont sur le site du musée Sacem et l'on peut également consulter la collection sonore Gallica de la BNF, inépuisable.

A. N.

ALMUDENA GRANDES

LA FICTION AU SERVICE DE L'HISTOIRE

Comme le remarque à juste titre Isabelle Alonso dans *Siné Hebdo* de septembre dernier¹, Almudena Grandes aurait dû avoir le prix Nobel de littérature, mais elle a le tort d'être espagnole et les écrivain-es espagnol-es, à quelques exceptions près², ne font pas recette hors de la péninsule...

1. « Si l'écrivaine Almudena Grandes était anglo-saxonne, ou si j'avais voix au chapitre, elle serait prix Nobel de littérature, mais il faut savoir naître du bon côté de la domination culturelle. »

2. Cf. Victor del Arbol, *La venganza del samurai*, parue chez Actes sud sous le titre *La Vengeance du samurai*, ce dont on ne se plaindra pas car c'est aussi un livre inoubliable.

3. Une des deux Espagne doit te geler le cœur.

Aussi étrange que cela puisse paraître dans un pays comme l'Espagne et pour une autrice née en 1960, le premier roman d'Almudena Grandes est un roman érotique: *Las edades de Lulu* (Les âges de Loulou). Paru en 1989, donc pas très longtemps après la fin de l'éteignoir franquiste, il eut un immense succès. Il ne laissait cependant en rien présager de la suite de l'œuvre, pour beaucoup consacrée à la guerre et l'après-guerre d'Espagne.

Son roman le plus célèbre s'intitule *El corazón helado*. Paru en 2007 en Espagne, il a été publié par le Livre de Poche en France sous le titre *Le Cœur glacé*, allusion au vers du poète espagnol Antonio Machado: «Una de las dos España ha de helarte el corazón³.»

C'est une histoire d'amour et de vengeance, qui mêle le destin de deux familles ayant choisi chacune son camp pendant la guerre civile et qui se trouvent confrontées, plusieurs années après, aux conséquences de ce choix.

Comme dans d'autres romans d'Almudena Grandes, *Ines et la joie* (Ines y la alegría), *Les Deux Mariages de Manolita* (Las dos bodas de Manolita) ou *Les Patients du Docteur García* (Los pacientes del

doctor García), on pourrait presque dire que la fiction est mise au service de l'Histoire avec un grand H: en lisant ces romans, on est profondément touché et, en même temps, on en apprend plus sur la guerre civile espagnole que dans les livres d'histoire proprement dits.

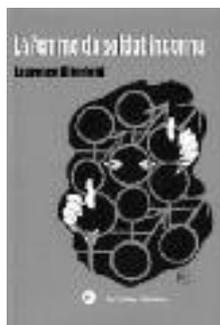
En effet, il y est question de la division Azul, de *la Retirada* et des camps français, des réfugiés et de leur espoir du retour chaque fois repoussé, de la tragédie du val d'Aran, du travail forcé des prisonniers politiques, de l'enfer des prisons franquistes, du vol des œuvres d'art par les alliés nazis de Franco, de l'abandon de l'Espagne à son sort par les «démocraties» occidentales, des dissensions au sein du camp républicain, etc.

L'idée qui sous-tend l'œuvre d'Almudena Grandes, c'est que les générations qui n'ont pas connu la guerre ne peuvent pas comprendre l'histoire contemporaine de l'Espagne du fait du grand silence général qui s'est abattu sur le pays après la mort du dictateur. C'est pourquoi elle a sans doute pris le parti de raconter, par le biais du romanesque (certes quelquefois un peu lourd, mais quand on aime on ne compte pas!), ce pan de l'histoire de son pays.

Et on ne peut que s'en – et l'en – féliciter...

M. G.

PLUS INCONNU QUE LE SOLDAT INCONNU: SA FEMME!



Laurence Biberfeld, *La Femme du soldat inconnu*, Les Éditions libertaires, collection Féminisme, antipatriarcat, etc., 2014.

Le 26 août 1970, il y a cinquante ans exactement, à l'Arc de Triomphe (Paris), une poignée de féministes – elles étaient 9 – déposent une gerbe en hommage à la Femme du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Cette date marque la première action médiatisée du Mouvement de libération des femmes (MLF). Elle fut choisie en écho à la marche Women's Strike for Equality aux États-Unis qui se tenait le 26 août pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'amendement accordant le droit de vote aux femmes aux États-Unis, ratifié en août 1920, il y a donc cent ans!

Tant qu'il y aura encore une femme opprimée, exploitée, battue, violée, humiliée, nous ne nous arrêterons pas.

S.



**Ce n'était qu'un début,
le combat continue.**

ÉLISABETH BADINTER

UNE ENNEMIE DES FEMMES

**« Fort de ce que je n'ai pas sonné les gendarmes.
Ne te crois pas du tout tenu de revenir.
La moindre récidive abolirait le charme. »**

Stances à un cambrioleur, Georges Brassens
Ces paroles s'adaptent parfaitement au cas d'Élisabeth Badinter...

Ne vous y trompez pas, cette sorte de « dame patronnesse », à qui on donnerait le bon dieu sans confession, philosophe, grande bourgeoise, milliardaire – 67^e fortune de France – ose se présenter comme une femme de « gôche » et féministe. Petite-fille du socialiste Édouard Vaillant et femme de Robert Badinter, ancien ministre socialiste qui fit voter la loi contre la peine de mort, cela ne la pare pas pour autant de toutes les vertus de « gôche » ! Ce n'est pas héréditaire. Certes, elle élève de temps en temps la voix pour défendre certaines causes, comme le droit à l'avortement, la laïcité ou la mise en question de l'universalité de l'instinct maternel (*L'Amour en plus*, Flammarion, 1980, ouvrage remarquable qui en a dérangé plus d'un et plus d'une, tant mieux !). Ce n'est pas cela qui fera d'elle l'amie des femmes et leur défenseuse.

Élisabeth Badinter, complice des hommes

En tant que pédégère de Publicis, elle milite pour relooker le visage hideux du capitalisme, pour le rendre plus acceptable. Elle ne va tout de même pas se priver du système d'exploitation et du patriarcat qui la font vivre comme une nabab, et lui permettent de donner des leçons en distillant du vent ou des courants d'air. Elle a fait sienne la formule de son papa : « *La publicité, c'est vendre des courants d'air, mais ce sont des courants d'air qui font tourner le moulin.* » Oui, le moulin qui transforme les courants d'air en profits et qui fait la fortune des vampires.

Elle ne cesse de dévaloriser, de critiquer et de dénoncer la cause des femmes en niant les avancées obtenues par les organisations féministes luttant d'arrache-pied contre le patriarcat.



Sa déclaration dans le *Journal du dimanche* du 6 septembre 2020 montre qu'elle est d'un autre combat, celui de la désinformation et de l'obscurantisme :

« Les activités néoféministes nous mènent tout droit à un monde totalitaire qui n'admet aucune opposition. »

La bougresse sait de quoi elle parle car c'est bien sa classe – celle des nantis et des exploiters, des buveurs de sang et de sueur, « les capitalistes » – qui met tout en œuvre pour pousser la classe ouvrière dans les bras du Rassemblement national.

Une récidiviste

Déjà en 2003, dans son livre *Fausse route*, elle fustige la misandrie et la posture « victimaire » des mouvements féministes :

« Non, les femmes ne sont pas toutes victimes passées, présentes ou à venir des hommes. »

Effectivement, elles sont parfois victimes de femmes comme elle-même ! Certaines d'entre elles refusent justement d'être des victimes : elles s'organisent et luttent contre

les prédateurs et prédatrices de cette espèce. Écoutons encore M^{me} Badinter :

« On s'intéresse moins à celle qui réalise des exploits qu'à la victime de la domination masculine. »

Il faudrait rafraîchir la mémoire de cette femme : le système capitaliste est un système de classe, facteur d'injustices, d'inégalités, il oppresse, sème la misère pour l'immense majorité. Chez Publicis, l'index de l'égalité professionnelle est lettre morte !

Badinter est favorable à la GPA (gestation pour autrui) « éthique » et opposée à l'abolition du système prostitutionnel ; elle critique aussi le traitement des crimes et délits sexuels. C'est pourquoi de nombreuses féministes lui contestent dorénavant le qualificatif de « féministe ».

**Élisabeth Badinter
n'est pas l'amie des femmes,
mais bien plutôt une ennemie
dangereuse et nuisible.**

JuAn



Les mémés révoltées de Nantes

De 16 à 17 heures, tous les vendredis, Catherine Ruiz tricote sur le parvis de la gare de Nantes pour dénoncer les violences policières. Cette action pacifique, ouverte à toutes, avait lieu pour la trentième fois vendredi 14 août.

« *Opposer le pacifisme du tricot aux violences policières.* »

C'est ce qui motive Catherine Ruiz, 64 ans, à s'installer sur le parvis de la gare de Nantes, le 28 janvier, pour tricoter. Devant elle, un panneau: « *Mémés et pépés révoltés tricotent contre les violences policières...* » Cette action devient vite un rendez-vous qui rassemble une dizaine de fidèles.

En Biélorussie, les femmes se mobilisent

Le 12 août, plusieurs centaines de femmes se sont rassemblées contre la répression policière à Minsk. Elles ont formé une chaîne humaine devant un marché avant d'être dispersées par la police. Mais ces rassemblements se sont reproduits dans plusieurs autres villes du pays.

Au moins deux morts et plusieurs dizaines de blessées sont à déplorer depuis le début de la mobilisation contre le président Loukachenko réélu dimanche 9 août à la tête de la Biélorussie pour un sixième mandat après des élections contestées.

Mélange savoureux entre justice et police

Le 9 juillet 2020, le garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti a nommé comme directrice de cabinet la magistrate Véronique Malbec. Cette juriste a connu une ascension fulgurante durant les années Sarkozy, puisqu'elle a été nommée directrice des services judiciaires par Michèle Alliot-Marie.

Elle sanctionnera le vice-procureur de Bobigny, qui avait osé – chose rarissime – critiquer la police dans une affaire.

De 2013 à 2017, elle est procureuse à Rennes, puis à Versailles.

Mais le plus troublant est que Véronique Malbec est mariée à Frédéric Veaux... directeur général de la Police nationale (DGPN). Autrement dit, la numéro 2 à la Justice est la femme du numéro 1 de la police!

Il ne s'agit pas de dénoncer une union, mais de constater que la séparation des pouvoirs, déjà très superficielle, est pulvérisée par cette nomination. Les enquêtes sur les violences policières ou l'affaire Darmanin risquent de rester dans les tiroirs.

Derrière la figure médiatique de Dupond-Moretti, police et Justice fusionnent de façon ostentatoire et délibérée.

Brésil : obscurantisme sans limite

Le Vatican vient de justifier l'excommunication d'une mère brésilienne et du médecin qui a pratiqué un avortement sur une fillette de 10 ans, enceinte de jumeaux. L'enfant avait été violée à plusieurs reprises par son beau-père qui, lui, n'a pas été excommunié.

L'Église catholique brésilienne a reçu le soutien du Vatican qui considère le viol moins grave que l'avortement! Le président des évêques brésiliens dénonce dans cette IVG « la mort d'un enfant », en accord avec le pape qui, en 2018, comparait l'avortement à l'embauche d'un tueur à gage.

Les médecins, d'où est originaire la fillette, ayant refusé de pratiquer l'avortement, elle a été envoyée à Recife, à plus de 1500 kilomètres de chez elle.

Là, un médecin courageux a résisté à toutes les pressions religieuses et sociales, et a pratiqué l'IVG.

Même à plus de 1500 kilomètres de chez elle, les militants anti-avortement, avec le renfort de groupes évangélistes d'extrême droite et des réactionnaires religieux de tout poil – soutenus par la ministre des Droits de l'Homme, de la famille et des femmes (*sic*), la pasteur Damares Alves – l'ont retrouvée et ont tenté de lui interdire l'accès à l'hôpital.

C'est cachée dans le coffre d'une voiture qu'elle a pu entrer dans l'hôpital.

Bel acharnement!

**L'avocate
et prisonnière
politique Nasrin
Sotoudeh a mis fin
à sa grève
de la faim entamée
le 12 août**



Enfermée depuis deux ans, la célèbre défenseuse des droits humains proteste contre les conditions de détention, encore plus dégradées depuis le début de l'épidémie de Covid-19. Depuis sa cellule, elle écrit :

« Militants des droits humains ! En pleine crise du coronavirus, qui touche l'Iran et le monde, les conditions des prisonniers politiques sont devenues si difficiles que leur détention ne peut plus continuer avec tant d'oppression. »

« Je commence une grève de la faim et exige la libération des prisonniers politiques. Dans l'espoir d'établir la justice dans mon pays, l'Iran. »

**Arrêt de sa grève
fin septembre**

« Enfin, je souhaite remercier les précieuses personnes au sein de nombreuses organisations de défense des droits humains qui, bien que vivant dans des pays libres, ont choisi de ne pas ignorer ce qui se passe dans le reste du monde. À nouveau, j'insiste sur la légalité et la légitimité des revendications de tous les prisonniers

qui ont participé à ce mouvement de grève de la faim. Ils demandent le respect des lois votées par le parlement iranien et la libération de tous les prisonniers politiques. Je répète que le système judiciaire est l'unique responsable de l'application des lois et de la réduction des peines sévères. Puisse la justice régner à nouveau dans notre pays, l'Iran. »

Nasrin Sotoudeh,
septembre 2020

**Seize ans de prison
pour avoir
distribué des fleurs**



Yasaman Aryani, Iranienne de 24 ans, est une défenseuse des droits des femmes.

Le 8 mars 2019, journée internationale des droits des femmes, dans un acte de défiance poétique, elle a courageusement retiré son voile pour traverser un wagon réservé aux femmes, en leur distribuant des fleurs. Elle leur a confié son rêve d'un avenir où toutes les femmes auraient la liberté de choisir ce qu'elles portent et où elles pourraient marcher ensemble « moi sans foulard et toi avec ». Des instants filmés qui lui ont valu une condamnation à seize ans de prison en août 2019 !

Source : Amnesty international

**Le Louise-Michel
au secours
des migrant·es**

Le projet aura été gardé secret le plus longtemps possible pour ne pas risquer d'être compromis par les autorités. Le *street artist* britannique Banksy a financé ce bateau

pour secourir les migrant·es qui tentent de rejoindre l'Europe depuis l'Afrique du Nord (*The Guardian*, jeudi 27 août).

Baptisé *Louise-Michel*, « en hommage à une féministe anarchiste française », le navire peint en rose est parti discrètement, le 18 août, du port espagnol de Borriana, près de Valence. Il se trouve maintenant au centre de la Méditerranée, où il a secouru quatre-vingt-neuf personnes, dont quatorze femmes et quatre enfants.

« Il recherche maintenant un port maritime sûr pour débarquer les passagers ou les transférer sur un navire des garde-côtes européens », rapporte The Guardian.

La capitaine du bateau est Pia Klemp, cette militante allemande pour les droits humains, connue pour avoir conduit plusieurs autres navires de sauvetage, dont le *Sea-Watch 3*, pour lequel elle avait décliné la médaille honorifique que la ville de Paris souhaitait lui remettre, pointant son désaccord avec la politique migratoire menée dans la capitale (cf. *Casse-rôles*, n° 10, page 6).



La Turquie, une immense prison

La population carcérale augmente à une vitesse vertigineuse en Turquie. De 53 000 personnes en 2005, elle est passée à 230 000 en 2017. Pas de répit pour les opposant·es, la purge est sans fin : assassinats, exactions, tortures physiques et morales...

Dans ces tombeaux s'entassent des journalistes, des écrivain·es, des politicien·nes, des musicien·nes, des universitaires, des défenseurs et défenseuses des droits humains, des enseignant·es, des médecins, des avocat·es, des étudiant·es... Ils et elles sont accusé·es de terrorisme et d'atteinte à la sécurité de l'État.

Alors que le coronavirus se propage, aucune mesure n'est prise pour protéger les prisonnier·es; les prisons risquent à tout moment de se transformer en morgues géantes.

Il existe aujourd'hui officiellement 384 prisons dont certaines, du type F, sont renommées pour leur cruauté.

Chaque jour des femmes et des hommes innocent·es y meurent, c'est ainsi que :

- ◆ le 27 août dernier, l'avocate Ebru Timtik, âgée de 42 ans, condamnée à 13 ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste », est morte dans une « prison-hôpital » (*sic*) après 238 jours de grève de la faim. Elle exigeait une révision équitable de son procès;

- ◆ le 3 avril, c'était Helin Bölek, âgée de 28 ans; elle était chanteuse de Grup Yorum, qui mourait après 288 jours de jeûne. Elle protestait contre la violence policière dont elle était victime;

- ◆ le 24 avril, Mustafa Koçak s'éteignait en prison après 297 jours de jeûne. Il avait été dénoncé par un informateur comme ayant violé la Constitution;

- ◆ le 7 mai, c'est Ibrahim Gökçek, le bassiste de Grup Yorum qui décédait après avoir refusé de s'alimenter pendant 323 jours.

À chaque fois, le régime islamo-nationaliste d'Erdoğan a fait la sourde oreille et a laissé mourir dans d'atroces souffrances les prisonnier·es qui criaient leur innocence et réclamaient tout simplement justice.

Cette hécatombe risque de prendre de l'ampleur. C'est pourquoi nous ne pouvons être qu'inquiet·es pour l'avenir et ce pour au moins deux raisons :

- ◆ la première est que, pour asseoir sa politique dite sécuritaire, Erdoğan a programmé pour les années à venir la construction de 200 nouvelles prisons;

- ◆ la seconde est que les voix des chefs d'État de par le monde pour protester, condamner et exiger des sanctions envers ces tortionnaires sont totalement muettes.

Notamment celles des représentants du pays des droits humains, le président de la République française, M. Macron et son ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Mais, au sujet de la Turquie et des crimes commis, ils sont d'une discrétion de violette. Leur silence équivaut à de la complicité. Pourquoi Erdoğan se gênerait-il?



La solidarité entre chefs d'État appelle la solidarité internationale des peuples

On ne pas impunément torturer, maltraiter et faire mourir des êtres humains même si on dirige un pays. Bien au contraire, on doit au peuple protection et respect.

Mais bon nombre de chefs d'État – quand bien même leurs prédécesseurs ont signé des déclarations, tout comme celui de la Turquie, qui le 10 décembre 1948 a entériné la Déclaration universelle des droits de l'Homme – comme celui qui préside aujourd'hui aux destinées de la Turquie, se foutent et bafouent despotiquement de ce texte.

Je vais terminer en citant trois articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui condamnent Erdoğan et ses complices, les chefs d'État qui, par leur silence « religieux », le soutiennent.

- ◆ *Article 1: Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un respect de fraternité.*

- ◆ *Article 3: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.*

- ◆ *Article 5: Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.*

- ◆ *Article 9: nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.*

Que la solidarité entre les peuples ne soit pas un vain mot et devienne réalité

Puisque les textes ne sont pas respectés et que les chefs d'État sont solidaires, eh bien que les peuples du monde entier se soutiennent et réalisent la solidarité internationale face à la violence étatique qui sévit partout dans le monde.

Il s'agit de notre survie en tant qu'êtres humains. La lutte de classe doit être internationale. Nous sommes le nombre. Prenons conscience que nous avons les moyens humains et intellectuels de prendre en main notre destinée... sans guides.

Justhom

Le lent génocide des Ouïghours

Depuis plus de deux ans, le Parti communiste chinois mène dans la région du Xinjiang une politique d'enfermement massif des citoyens des minorités musulmanes, ouïghoures, mais aussi kazakhs, kirghizes ou huis, et ce dans des camps de « rééducation politique ». Plus d'un million de personnes seraient détenues, soit le dixième de la population ouïghoure. Une campagne qui vise à les couper de leur famille, de leur langue, de leur religion et de leur culture.

Les Ouïghours sont une ethnie musulmane sunnite, minoritaire en Chine mais majoritaire dans la province du Xinjiang, située au nord-ouest du pays. Turcophone, le peuple ouïghour est aussi présent au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et en Turquie. Dans la province autonome chinoise du Xinjiang, les velléités indépendantistes se heurtent depuis des décennies à la politique de sinisation du gouvernement. Les Hans, une ethnie majoritaire en Chine mais qui représentait 6% seulement de la population du Xinjiang en 1949, sont arrivés par millions, si bien qu'aujourd'hui, ils sont presque aussi nombreux que les Ouïghours (plus de 10 millions). Dans la prison à ciel ouvert qu'est devenu le Xinjiang, les disparitions, détentions, arrestations massives et arbitraires, le harcèlement des intellectuels ou la destruction des lieux de culte montrent la volonté d'acculturation d'un peuple entier.

Le gouvernement chinois attribue aux Ouïghours une série d'attentats sanglants ces dernières années. « *Les camps d'internement sont avant tout des lieux de sanction et de torture, pas d'apprentissage. Des informations persistantes font état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement* », affirme l'ONG Amnesty International. Des chercheurs travaillant pour les activistes du Mouvement national d'éveil du Turkestan oriental (Etnam) ont établi la carte de 500 camps, dont 182 « camps de concentration suspectés ». Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) détaille les règlements draconiens régissant la vie des

camps. Les détenus y sont qualifiés d'« étudiants » devant « obtenir leur diplôme ». Est notamment instauré un système de points pour évaluer « la transformation idéologique » des détenu·es, leur « respect de la discipline » et leur ardeur à « l'étude ».

Les directives chinoises décrivent avec précision comment les gardiens doivent gérer la vie quotidienne des détenu·es. « *Les portes des dortoirs, des couloirs et des étages doivent être fermées à double tour immédiatement après avoir été ouvertes et refermées* », les interné·es doivent être constamment sous vidéosurveillance, y compris lorsqu'ils se rendent aux toilettes, afin de prévenir tout risque d'évasion. Les détenus n'ont pas le droit d'entrer en contact avec le monde extérieur. Ils doivent rester au moins un an en détention.

Viols, avortements et stérilisation forcés

Le but est que toute une jeune génération soit élevée loin des lieux de culte, parle couramment chinois et connaisse l'idéologie du Parti sur le bout des doigts. C'est pourquoi des enfants ouïghours sont arrachés à leurs parents. Ainsi, le gouvernement détruit massivement les cimetières traditionnels au Xinjiang. Des images de drone montrent des centaines de Ouïghours enchaînés et les yeux bandés dans un camp de détention. Le gouvernement déploie une politique particulière à l'encontre des femmes. Il offre de l'argent, des maisons et du travail à des Hans pour venir « épouser » des femmes ouïghours. Ni les femmes ni leurs familles ne peuvent refuser ce mariage car ils seraient alors considérés comme des islamistes radicaux pour ne pas vouloir épouser un Han chinois athée. Une des femmes ouïghours raconte : « *Toutes les femmes âgées de 18 à 50 ans de mon quartier, à Urumqi [la capitale du Xinjiang], ont été convoquées le 18 juillet 2017, pour un "examen gratuit" obligatoire. À 8 heures, la queue était déjà très longue devant l'hôpital. Quand ça a été mon tour, il n'y a pas eu d'examen gynécologique ni d'entretien. On m'a fait m'allonger et écartier les jambes, et on m'a introduit un stérilet. Ça a été d'une violence terrible. Je pleurais, je me sentais humiliée, agressée sexuellement et mentalement. Mais je* »



Le lent génocide des Ouïghours

✎ *travaillais dans un camp, je savais ce qui m'attendait si je refusais.*» Arrestations massives, tortures, viols, travaux forcés, avortement et stérilisation sous contrainte: voici ce que le gouvernement applique dans les prisons et les camps. «*Nous devons passer la main par une petite ouverture dans la porte*», a déclaré, à France 24, Gulbahar Jalilova, une survivante âgée de 54 ans; elle y recevait des injections de substance stérilisante. L'objectif fixé dans le Xinjiang est de contraindre jusqu'à 80% des femmes ouïghours à poser un stérilet ou à se faire stériliser: une campagne de contrôle pour soumettre les Ouïghours.

En quatre ans, la croissance de la population a chuté de 84%. Les stérilisations massives constituent un génocide.

Une des raisons affichées est bien sûr l'islamophobie. L'autre raison est économique: un des grands plans de développement chinois est la nouvelle route de la soie. Celle-ci passe notamment par le territoire ouïghour. Urumqi, ville ouïghour, est un nœud de communication central. Il s'agit donc de s'assurer un contrôle total de la région et de soumettre toute velléité de la population.

Pékin récuse le chiffre d'un million d'internés et évoque des «*centres de formation professionnelle*» destinés à lutter contre la radicalisation islamiste. Le programme de détention à grande échelle du pays a suscité la condamnation internationale, des accusations de brutalité et de torture, et l'étonnante conclusion d'un récent tribunal international accusant la Chine d'un sinistre marché noir de prélèvement d'organes...



L'Union européenne requiert, une nouvelle fois, d'être en mesure d'effectuer une mission d'observation. «*Nous réitérons notre demande à la Chine de permettre un accès et un environnement propice pour des visites d'observateurs indépendants en vue d'une évaluation indépendante, objective, impartiale et transparente de ces questions qui sont une source de préoccupation majeure.*» Le 1^{er} juillet 2020, à Genève, lors de la 44^e session du Conseil des droits humains de l'ONU, «*une lettre officielle de soutien à la politique chinoise visant les Ouïghours a été présentée par la Biélorussie du dictateur Loukachenko. Quarante-six pays ont signé ce torchon*», nous dit Floréal Melgar sur son blog florealanar.wordpress.com, quelques jours plus tard.

Pendant ce temps, les tortures, les viols, les morts continuent...

Sources : TerraFemina, Médiapart, Libération, Association des Ouïghours de France.

H. H.

ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Les grandes absentes...

Dans les années 1930, sous l'impulsion de Sébastien Faure, une *Encyclopédie anarchiste* voit le jour. Elle rassemble nombre d'auteurs militants. Comme on peut s'y attendre, les femmes y sont peu nombreuses...

◆ **Jeanne Humbert** cosigne 4 articles portant sur la prison, la régénération, la sexologie et la volupté;

◆ **Suzanne Lévy** aborde la question de la justice;

◆ **May Piqueray** celle du totem;

◆ **Madeleine Vernet** écrira cinq notices sur les sujets suivants: la paix, la mère, l'orphelinat, la paix par l'éducation et la Renaissance;

◆ Enfin **Sophie Zaïkowska** parle du végétalisme;

◆ Bien que n'étant pas une militante anarchiste, **Madeleine Pelletier**, docteure de son état, va rédiger une vingtaine d'articles, parmi lesquels il faut noter ceux sur la famille, le féminisme, la maternité, la prostitution ou la morale.

Aujourd'hui une nouvelle *Encyclopédie anarchiste* est en gestation. Elle comporte déjà une centaine d'articles, parmi eux, seulement trois sont écrits par une femme!

Il s'agit de celui sur Mai 1968 de **Claire Auzias**, celui sur le Cinéma du peuple

**APPEL
À CONTRIBUTION**

d'Isabelle Marinone et celui d'Irène Pereira intitulé «*L'anti-oppression*». Est-il nécessaire de trouver cela insuffisant pour celles qui représentent plus de la moitié de l'humanité?

C'est pour cela que les animateurs de cette nouvelle Encyclopédie s'adressent aux lectrices de *Casse-Rôles*, afin de susciter des collaborations.

**Pierre Sommermeyer
& Hugues Lenoir**

L'adresse du site:

www.encyclopedia-anarchiste.xyz

contact@encyclopedia-anarchiste.xyz

Pour ne pas oublier!

Annie Cordy et Georges Azenstarck: ces deux artistes sont décédé-es en septembre 2020. L'une et l'autre ont participé par leur art à ce que certains épisodes de l'Histoire de France ne tombent jamais dans l'oubli...



Annie Cordy (1928-2020)

Meneuse de revue populaire et dynamique, Anny Cordy a amusé durant des générations petits et grands avec ses chansons colorées et humoristiques.

Mais c'était aussi une interprète bouleversante, lorsqu'elle chante *La Rafle du Vel' d'Hiv'*, chanson – qui sera censurée – écrite par Gilbert Bécaud, qui met en lumière la responsabilité de la France.

Le régime de Vichy mobilise la police française pour participer à l'opération: à Paris, 7000 policiers et gendarmes arrêtent au petit matin du 16 juillet 1942, 170000 Juifs qui seront parqués au vélodrome d'Hiver avant leur départ pour les camps de la mort. Moins de cent personnes, dont aucun enfant, en sont revenues.

Annie Cordy est de confession juive. Née en 1928, elle connaît dans sa Belgique natale la peur, la fuite et les caches pour échapper aux bourreaux. C'est donc avec passion et émotion que cette rescapée des camps chantera *La Rafle...*

*La guerre au petit matin
On cogne à la vitre
Un cri «Debout la putain, fais ta valise et vite!»
Dehors l'aurore de juillet grouillait de flics
«Mon Dieu, Mon Dieu
Ces Français! Plus pourris que les Fritz!»
Du Vel' d'Hiv' jusqu'aux bus*

*Et des bus aux wagons
Des wagons jusqu'aux camps: terminus
«Et pourtant moi, la morte,
j'en suis revenue.
Et comment on s'en sort? Je ne sais pas, je ne sais plus» [...]*

Gilbert Bécaud (1927-2001)

Artiste de variété surnommé «Monsieur 100 000 volts», Gilbert Bécaud était cet interprète inoubliable de *Nathalie, Et maintenant, Désirée* ou *L'Important, c'est la rose*. Mais c'était aussi un homme révolté qui, avec Pierre Delanoé, son parolier et ami, a dénoncé le racisme avec *L'Orange* ou encore *Mustapha Dupont*, la guerre avec *La Relève*, le massacre des Amérindiens par les colons blancs avec *L'Indien*.

La Rafle du Vel' d'hiv', chantée par Annie Cordy, est extraite d'une comédie musicale qu'il a écrite et composée et qui s'intitule *Roza*. Il s'est inspiré du livre de Romain Gary *La Vie devant soi* (prix Nobel de littérature).



Georges Azenstarck (1934-2020)

Photo-reporter engagé, son nom est méconnu, mais son travail est remarquable! Il a témoigné de la condition ouvrière et de l'insalubrité des bidonvilles. Mais il a surtout documenté la nuit du 17 octobre 1961, quand, sous les ordres de Maurice Papon, la police parisienne a tué plusieurs centaines d'Algériens, dont beaucoup furent jetés à la Seine. La guerre d'Algérie bat son plein et l'OAS multiplie les attentats à Paris. Papon instaure un couvre-feu qui ne concerne en fait que les Algériens. Une manifestation pacifique est alors organisée pour protester contre cette mesure. Une répression sanglante s'abat sur le cortège, sur les femmes et les enfants entre autres. La police tire à balles réelles, les femmes sont traînées par les cheveux, défigurées par les coups de crosse.

Les mortes et les blessés sont entassés dans les paniers à salade et dans la cour de la Préfecture.

Entre 200 et 300 Algérien·nes sont morts cette nuit-là. Azenstarck est sur le terrain et ses clichés permettront de confirmer ce massacre que les autorités voulaient dissimuler. Il témoignera contre Papon, et ses photos, prises au cœur de l'horreur, sont la seule preuve aujourd'hui qui témoigne de cette tuerie, les archives de la police n'étant pas toujours accessibles.

N. T.

PROCHAIN DOSSIER

Le CORPS

la « tenue républicaine » à l'école...
les poils... les seins... les fesses...
les muscles... les poils encore...
les épaules... les cuisses...



Le Corps des Femmes
Mais qu'est-ce qu'il a
Le corps des femmes
Pour qu'on n'lui foute
Jamais la paix?

Combien faut-il
De cris, de larmes
Pour qu'on lui rende
Sa liberté?

Mais qu'est-ce qui y'a
Dans toutes les têtes
De ceux qui bossent
À la télé,

Sur les antennes,
Dans les papiers,
Toujours à vouloir
Nous glacer,

Nous enfermer
Dans leurs idées,
Leurs idéaux
Un peu macho,

Nous asservir
Pour assouvir
Comme des salauds
Leur libido?

Mais qu'est-ce qu'il a
Mon corps de femme
Pour qu'on n'lui foute
Jamais la paix?

Est-ce que ça s'rait
Vraiment un drame
Si on le montrait
Comme il est?

Le corps des femmes
Porte leurs âmes,
Porte la vie,
Porte leurs drames.

Le corps des femmes,
Leur seule maison,
Toujours saccagé
Sans raison...

Je veux savoir,
Savoir pourquoi
C'est toujours
les femmes
Que l'on broie
Et pourquoi toi,
Tout feu tout flamme,
Tu asservis
Le corps des femmes!

Mais qu'est-ce qu'il a
Mon corps de femme
Pour qu'on ne cesse
De l'emmerder,

Pour que toujours,
Dans les réclames,
On m'y « invite »
À le changer?

Mais qu'est-ce qu'il a
Mon corps de femme
Pour qu'on le voie
Comme un objet?

Si vous voulez
L'fond d'ma pensée,
Mon corps est parfait
Comme il est!

Oui je suis libre!
Oui je suis belle!
J'incarne la
beauté immortelle!

Je suis la force
Irrésistible,
La féminité
Irascible!

Ils peuvent parler,
Ils peuvent juger,
Ils peuvent détester
Et cracher.

Quoi qu'ils en disent
Et quoi qu'ils fassent,
Mon corps de femme
Est un palace!

Mon corps de femme
Porte mon âme,
Porte ma vie,
Porte mes drames.

Mon corps de femme,
Ma seule maison,
Toujours saccagé
Sans raison...

Je veux savoir,
Savoir pourquoi
C'est toujours
les femmes
Que l'on broie,

Et pourquoi toi,
Tout feu tout flamme,
Tu asservis
Le corps de femme!

Mais qu'est-ce qu'il a
Le corps des femmes
Pour qu'on n'lui foute
Jamais la paix?

CASSE-RÔLES

SOMMAIRE N° 14

NOVEMBRE 2020-
JANVIER 2021

Édito **2**

Non-violents, donc féministes ! **3**

Répression dans le monde du travail **4-5**

Accord et STN : draps blancs... mais mains sales **5**

Langue de bois et lutte de classes **6-7**

Jacqueline Sauvage, une vie de souffrances **8**

Le Mépris du peuple, livre de Justhom **8**

Le syndrome de l'opposum **9**

Chroniques Noir & Rouge **9**

Une tradition méconnue : les pacha posh **10-11**

Un fait d'été, livre de Claire Auzias **11**

Mutilations génitales **12-13**

Les colères d'Hippocrate **13**

Genève : signalisation inclusive **14**

Courrier d'une lectrice **14**

La mort de Georges Floyds **15**

Gisèle Halimi, courage et persévérance **16-17**

Maria Ressa, la journaliste et le dictateur **18**

Andrea Dworking, immense féministe **19**

... et son livre *Coït* **20-21**

Vivir Quintana, chanteuse mexicaine **22**

Égalité en sourdine, Anne Marly et Mick Michey **23**

Almudena Grandes, écrivaine espagnole **24**

Laurence Biberfeld, *la Femme du soldat inconnu* **24**

Une ennemie des femmes, Élisabeth Badinter **25**

Brèves... **26-27**

Prisons turques **28**

Le lent génocide des Ouïgours **29-30**

Les grandes absentes, appel à contribution **30**

Pour ne pas oublier ! Annie Cordy and Co **31**